

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde



libertaire



CIVILISÉS?

La misère progresse, et elle n'épargne pas les gosses.

L'extrême droite espère rafler la mise aux régionales.

Le racisme ne s'embarrasse plus de voiles.

M 02137 - 1348 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« L'anarchie, c'est la civilisation de l'homme en lutte contre toutes les formes d'oppression et d'autorité »

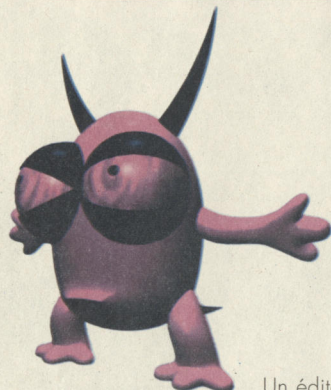
Floréal Melgar

hebdo n° 1348

du 26 février au 3 mars 2004

FOP 2520

Sommaire



Un syndicat comme il **FO**, par Samuel, page 4

Le conseil de la « Fiotte » noire : **l'homophobie** aux chiottes !, page 5

Stopub ne se laisse pas abattre, par le n° 63, page 6

Dossier : des nouvelles de **l'extrême droite**, par Patrick Schindler, page 7

Pour la CNT, les éducateurs ne doivent pas être des **indics**, page 11

Le mariage de la carpe et du **lapin**, par Ronald Creagh, page 12

Chiapas : et oui, la lutte s'étend, par Béliat, page 14

Un éditorial d'**Autonomia**, journal de nos compères mexicains, page 15

Libération au Mexique : mensonges médiatiques, page 16

Quand ils viennent chez nous, je n'aime pas aller **chez eux**,

par Sylvie Picard, page 17

Les **garrottés** et les journalistes, par Miguel Chueca, page 19

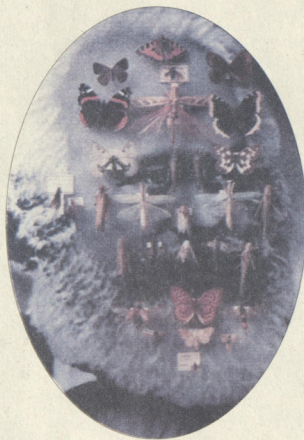
Quelques pages d'**écriture**, par J.-M. Raynaud, page 21



Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Soutenons **Cesare Battisti**, page 23

Demandez le **café** et le **journal**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n°s	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n°s	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n°s	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77

Abonnement de soutien 76

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage
(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



LA VIE n'est pas toujours un long fleuve tranquille pour ceux qui veulent se mêler de la vie des autres. À droite comme à gauche, tous ceux qui voudraient bien décider à notre place se ramassent des beignes bien méritées. Que ce soit cette bonne vieille ordure de Le Pen, Niçois de circonstance, qui crie au complot ou les beurs de service à l'UMP qui s'aperçoivent mais trop tard que la rigolade va bien cinq minutes mais que pour les choses sérieuses on n'a pas besoin des arabes: la naïveté finit toujours pas leur retomber sur la tronche. Comment croire en effet qu'il soit possible que des listes électorales puissent héberger des immigrés parfaitement intégrés mais dont le patronyme va trahir des origines plus ou moins douteuses. L'intégration, si intégration il doit y avoir, est dans ces conditions parfaitement impossible. Il est inacceptable dans l'état actuel de leur morale de faire une place, même de pseudo décideur, à des étrangers. Le temps n'est plus au célèbre « Mohammed, fais ta valise! », il faut désormais leur dire « Mohammed, paie tes impôts et ferme ta gueule! » Les responsables de l'UMP ont compris avant eux que les bons français moyens ne voteront jamais pour des arabes. L'antiracisme a quand même ses limites.

Bien crédules également ceux qui pensent que les avatars de Papon, désormais rétabli dans presque tous ses droits et amende payés par l'Etat, pouvaient croire que les grâces médicales pouvaient bénéficier à Nathalie Ménigon. Ancienne militante d'Action Directe, victime d'accidents cardio-vasculaires à répétition et que l'administration pénitentiaire laisse lentement végéter en taule. L'Etat a toujours eu beaucoup d'indulgence pour ses crimes et assez peu pour ceux et celles qui le combattent. Si c'était le contraire, on le saurait depuis longtemps.

Toujours dans le chapitre de ceux qui ne sont pas au bout de leur surprise, c'est cette fois ci en Haïti que ça se passe. Le capital sympathie d'un curé des bidonvilles devenu calife à la place du calife a été dilapidé en un éclair. Corruption, entêtement maladif à conserver le pouvoir, ivresse de la puissance, opposants caricaturaux qui parlent à la place des autres, l'île est devenue une poudrière. Et qui c'est qui va trinquer? Le pouvoir est au bout du fusil, disait-on, mais n'oublions jamais qu'un fusil a deux bouts. Le seul clergé qui a du mérite, c'est encore celui d'Iran. Obscurantiste il est, obscurantiste il reste et en plus il le revendique. Les choses ont au moins le mérite d'être claires. Il en est malheureusement ainsi avec les pires des dictatures: elles ne surprennent même pas.

France d'en bas

Mélodie en sous-sol

Éric Valentin

Les médias « découvrent » que la pauvreté touche aussi les gosses. Émoi, stupeur et analyse: ce serait une question de « faiblesse du revenu familial ». On ne peut rien leur cacher...

LE MILLION, le million! Non, ce n'est pas le cri du public d'une loterie télévisée. D'ailleurs, ça ferait p'tit joueur: pour faire rêver les pauvres, la Française des jeux, associée à ses consœurs espagnole et britannique, propose désormais des « euromillions » par paquets de quinze. Proletaires de tous les pays, d'un ticket munissez-vous!

Non, le million dont retentit à l'unisson la presse bien accordée, c'est le nombre d'enfants vivant en France sous le seuil de pauvreté. Terrible découverte. En aurait-on parlé autant s'ils avaient eu le mauvais goût de snober ce chiffre symbolique? Le Cerc, auteur de l'étude aux résultats « alarmants », établit d'autres constats que seuls de mauvais esprits auraient osé le faire, sans ces statistiques expertes, menées sous le patronage du bon Jacques Delors: les enfants pauvres vivent souvent dans des logements dégradés, vont moins souvent que les autres chez le dentiste, ne réussissent pas très bien à l'école, etc. Sans oublier une découverte de taille: « La caractéristique la plus évidente de la pauvreté des enfants se situe au niveau de la faiblesse du revenu familial. » Eh oui, les parents s'appauvrissent, les enfants trinquent!

Arrêtons là l'hypocrisie: la Grande-Bretagne est passée, en vingt ans, de 1,4 à 4,4 millions d'enfants pauvres. La France s'acharne à copier son libéralisme économique et l'on devrait s'étonner d'une évolution comparable de la pauvreté? D'ailleurs, cet apitoiement soudain sent fort la charité libéralo-chrétienne: des enfants pauvres, c'est inadmissible! Ils n'ont pas choisi, après tout. Mais, les parents, c'est aut'chose... Tony Blair, himself, a promis l'éradication de la pauvreté des enfants d'ici... 2017. Sous-entendu: les adultes n'ont que ce qu'ils

méritent! Z'ont qu'à se prendre en main, ces « inemployables » et autres sous-productifs chroniques...

Il y a quelques semaines, Raffarin s'emportait contre la lenteur des procédures d'adoption en France. Ses conseillers en communication vont-il oser la synthèse? Y'a qu'à transférer les marmots nécessiteux vers des familles de la France-qui-avance. Les pauvres feraient des enfants, les autres de la valeur ajoutée: saine division du travail, bonne conscience et tickets-restos en prime!

En attendant, le gouvernement indique la direction: près de 40 000 mères isolées et en grande précarité vont perdre 1 300 euros de prestations familiales sur les huit mois entourant la naissance; dans le même temps, les ménages qui touchent plus de quatre fois le Smic verront leurs allos augmentées de 180 euros par mois. Logique, non? En tout cas, plus franc du collier que le gouvernement de gôche qui s'était contenté d'accorder des déductions fiscales aux familles employant des nourrices à domicile. C'était le socialisme et son dirigisme habituel: obligation pour les plus riches de faire torcher leurs mômes par d'autres. Raffarin, c'est la liberté: avec les 180 euros vous pourrez acheter des skis, nourrir un compte-épargne-études pour vos enfants ou acheter une webcam pour surveiller à distance la nounou (que vous aviez déjà embauchée et déduite des impôts, par réalisme).

Le plus révoltant est que tous les journaux aient évoqué cette pauvreté croissante dans leurs pages « société », la page « politique » étant réservée aux gesticulations des prétendants aux trônes régionaux. Il n'y a pourtant rien de plus politique que de s'interroger sur le partage des richesses. **suite page 4**

Résistance et indépendance

Un premier bilan du congrès Force ouvrière

LE CONGRÈS de la confédération Force ouvrière s'est tenu en présence d'un peu plus de 3 000 délégués mandatés par leurs syndicats de base.

Nous avons déjà pu, dans deux précédents articles, indiquer clairement quel était l'enjeu majeur de ce congrès: le maintien d'une ligne indépendante des politiques gouvernementales ou l'entrée dans un processus d'intégration.

De ce point de vue la réponse, ultra-majoritaire, des délégués a été, tout au long de ce congrès, d'une extrême clarté. Face aux 7 ou 8 % de représentants de certaines fédérations (métallurgie, agro-alimentaire, télécom) ou d'unions départementales, qui réclamaient plus de « souplesse » et moins de « grèves », l'abandon de la revendication des 37,5, etc. le congrès a opposé une détermination calme mais impressionnante. Tellement impressionnante que cela a empêché, d'ailleurs, les incidents que tel ou tel cherchait visiblement et que les médias très présents attendaient avec une impatience à peine dissimulée.

Certes, comme c'est toujours le cas dans ce genre de situation, des compromis ont été trouvés dans certaines formulations de résolutions et dans « l'équilibre » des sensibilités des instances (bureau et CE), mais au final l'orientation de lutte et d'indépendance sort renforcée.

144 interventions de délégués, des heures de discussions acharnées du matin jusqu'à tard dans la nuit, ont permis d'améliorer, ligne par ligne, les quatre projets de résolutions qui sont les mandats de l'organisation pour les trois années qui viennent.

Même si l'on n'est pas dupe de certains accords d'appareil et des tractations entre militants pour ne pas faire trop de vagues, on peut dire tout de même que la démocratie syndicale s'est exprimée. Grand moment, selon les délégués quand un confédéral qui voulait utiliser l'argument hiérarchique pour faire valider, *a posteriori*, sa signature d'un accord, sur le thème « C'est moi le chef, vous ne pouvez pas me désavouer », s'est fait sérieusement renvoyer dans ses cordes.

Dans la résolution générale, qui aborde chaque thème revendicatif (26 pages), notons quelques passages significatifs du point de vue de la conception du syndicalisme et de l'action syndicale.

En préambule, rappelant son attachement à la charte d'Amiens, le texte réaffirme son « indépendance absolue vis-à-vis de tout organisme, ou institution, extérieur au mouvement syndical, partis politiques, gouvernements, patronat, sectes philosophiques ou religieuses ou ONG » « FO entend préserver sa liberté d'analyse et donc sa liberté de comportement, contradictoire par nature à son intégration dans des mécanismes de cogestion, co-législation ou co-décision ou à son institutionnalisation ». Le texte rappelle ensuite que si « la

pratique contractuelle est l'instrument de la liberté du syndicat et de la réalisation concrète de ses revendications [...] elle ne saurait être invoquée comme une fin en soi ». Pour conclure « ni avant-garde éclairée, ni corps intermédiaire, le syndicalisme confédéré se suffit à lui-même ».

Sur l'action commune avec les autres organisations le congrès s'est exprimé clairement: « Au syndicalisme dit rassemblé qui tend à anesthésier les revendications au profit de logiques d'appareil, FO oppose l'unité d'action sur des objectifs et revendications clairs. »

Enfin, vis-à-vis de la confédération européenne des syndicats, objet de nombre de critiques des délégués, la formulation a été l'objet d'après négociations. Le texte, après quelques vœux pieux pour espérer que la CES devienne enfin une véritable organisation syndicale (on peut attendre longtemps), dit: « Le congrès confirme l'opposition de la CGT-FO à une orientation fondée sur l'accompagnement des directives européennes. »

Bref au final une « ligne » de résistance conforme aux besoins du moment, mais pas si naturelle que cela actuellement. Il se trouve, en effet, que la même semaine, se tenait le congrès national de la FSU où, à l'inverse, avec apparemment le soutien très actif des militants trotskistes, le congrès s'orientait vers l'abandon des références à la charte d'Amiens et vers la demande d'adhésion à la CES...

Pour clore ce premier bilan du congrès

FO, notons enfin que les délégués se réclamant véritablement et sincèrement de l'anarchosyndicalisme ont pu s'y exprimer librement.

Se référant à Maurice Joyeux, un intervenant a expliqué aux 3 000 délégués ce qui devait fonder Force ouvrière: « Respect des mandats, liberté d'expression dans l'organisation, fédéralisme. »

Fédéralisme, ce principe fondamental « exactement inverse du principe papal de subsidiarité est défini par Proudhon comme suit: le contrat social par excellence est un contrat de fédération dont la condition essentielle est que les contractants se réservent toujours une part de souveraineté et d'action plus grande que celles qu'ils abandonnent. »

Autant de rappels qui n'ont pas laissé indifférents les délégués les plus combatifs.

La confédération Force ouvrière s'est donc dotée, pour les trois prochaines années, d'une orientation correcte. Reste à savoir si sa volonté et sa capacité militante, avec les autres secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière, permettront de s'opposer efficacement au rouleau compresseur du patronat et de l'État. La bagarre à venir sur la Sécurité devrait, de ce point de vue, être révélatrice.

Pour leur part, les anarchosyndicalistes adhérents de la CGT-FO s'y préparent et comptent bien renforcer leur expression et leur organisation.

Samuel

Mélodie en sous-sol suite de la page 3

Seulement voilà: incarnée par l'État, l'organisation politique s'est logiquement pétrifiée en autant de compartiments étanches qu'il y a de « problématiques ». Les questions « sociales » ont donc leurs institutions, leurs experts et débatteurs patentés, et ne sont plus que les « dommages collatéraux » d'une économie érigée en réalité incontournable. Certains regretteront peut-être l'État-providence et la parenthèse des Trente glorieuses. Ne nous méprenons pas: si l'État a effectivement mis en place, pendant quelques décennies, des dispositifs de solidarité sociale, c'est surtout parce que la pauvreté constituait une menace potentielle pour l'ordre social, qu'il fallait bien mettre un peu d'huile dans les rouages du capitalisme, en développant la consommation de masse et rendre « acceptable » le travail à la chaîne.

Aujourd'hui, les « classes dangereuses » sont bien parquées (Sarkozy assume avec brio la relève de ses prédécesseurs) et le capitalisme s'est trouvé de nouvelles perspectives. Le baron Seillière peut donc, selon ses propres

termes, siffler « la fin de la récré ». Ses valets n'ont plus qu'à faire le tri à l'entrée du préau. Certes, par charité, il y aura repêchage: le RMA, qui fournira de la main-d'œuvre à moins de trois euros de l'heure à des patrons bienfaiteurs.

Alors, plus que jamais, apparaît l'évidence: le combat anticapitaliste est nécessairement anti-étatique et il n'y a rien à espérer d'une quelconque prise du pouvoir, sinon à reconstruire de nouvelles dominations. Un autre capitalisme est possible. Oui, mais nous n'en voulons pas plus que de celui-là!

En conclusion de son rapport, le Cerc recommande la mise en place d'un « programme national de lutte contre la pauvreté des enfants ». Pendant ce temps, les Restos du cœur affichent complet et une société d'agro-alimentaire présente sa pâte ultra-protéinée en tube, solution miracle aux carences alimentaires des SDF. Petit conseil aux spéculateurs de la charité d'État: pour les enfants, n'oubliez pas la version au goût framboise, comme pour le dentifrice. Le marché s'annonce juteux. E.V.

L'homophobie tue

SÉBASTIEN NOUCHET a été brûlé vif, aspergé d'un liquide inflammable, dans son jardin de Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais), après de longs mois d'agressions homophobes. Il est aujourd'hui entre la vie et la mort, plongé dans un coma artificiel. Comme d'habitude, dans ce genre d'événement, à peine le *Monde* diffusait, un peu tard, l'info (les persécutions que subissaient le couple étaient déjà relayées depuis plusieurs semaines, dans la presse homo et notamment sur le site Internet d'Act-Up Paris), que tous les élus de droite comme de gauche se sont empressés de condamner l'homophobie, mais également toutes les dérives, et racistes, et religieuses, et la tête, alouette... Bref en période électorale, ça ne pouvait pas mieux tomber, Chirac s'est bien sûr fendu d'un petit mot d'excuses adressé aux parents de la victime.

Cela fait des mois que le gouvernement traîne des pieds devant le dossier de l'homophobie, pour des raisons de « paternité »¹. En juillet 2003, les associations homosexuelles, lesbiennes et trans alarmaient déjà le gros Raffarin. Pourtant, le contexte de cette affaire semble moins complexe et casse-gueule que celle du voile. En effet, tout le monde la réclame cette loi-là, exception faite, naturellement, de quelques masochistes isolés et « d'emmerdeurs anarchistes, contre toutes les lois »!

« Les pédés au bûcher »

Des anti-Pacs le criaient. Aujourd'hui il le font. Si une loi peut empêcher, dans un cas comme celui qui nous occupe, un journal, le *Républicain lorrain*, d'écrire à l'avenir: « La lutte contre l'homophobie est un lynchage médiatique, un retour à l'Inquisition. Certes, cette pratique est une vilaine manière, mais elle ne relève que de l'intolérance ordinaire. Les bouffeurs de curé d'antan n'ont jamais été traduits en justice, pas plus que les amateurs d'histoires belges. »

Ce n'est pas elle, en revanche, qui luttera contre l'ensemble des dérives racistes et sexistes que les lesbiennes, homos et transgenres doi-

vent subir tous les jours, dans leur quotidien, dans le métro, au boulot, voire « dans nos milieux », comme dirait Sylvie Jolly.

De plus, une loi existe déjà, qui signifie qu'un mobile homophobe peut être retenu comme circonstance aggravante en cas de meurtre, tortures, violences, viol et agression sexuelle. Elle n'a pas souvent servi, les femmes, homos ou trans agressés, ayant plutôt une vision négative de la police ou de la justice, ce qui est recevable.

AG antihomophobie d'Act-Up

Act-Up Paris rassemblait aux Beaux-Arts environ 300 personnes convaincues que l'heure de la riposte avait sonné. SOS homophobie rappelait quelques chiffres: en 2003, l'association a reçu environ 700 appels, dont 12 % relevaient d'agressions physiques (contre 10 % en 2002), concernant à 80 % des hommes entre 25 et 50 ans. Des transgenres sont intervenues pour signaler que le nombre d'agressions était en constante augmentation. Des lesbiennes ont souligné que les agressions dont elles sont victimes sont tout aussi nombreuses, même si elles sont moins voyantes. Cela reflète le climat homophobe sous-jacent dans la société française, banalisé par les manifs anti-Pacs et transformé en une véritable chasse au faciès, surtout depuis l'instauration du « tout sécuritaire ».

De plus, une camarade transgenre, « tendance anar », rappelait que « Sébastien fait partie du monde ouvrier défavorisé, et que les personnes plus fragilisées socialement sont en général les premières cibles de ce type d'agressions. Les milieux plus privilégiés ayant les moyens de vivre leur sexualité dans l'anonymat des grandes villes ». Un autre intervenant rappelait « qu'un racisme plus pointu existe au sein de la « "communauté gay" »: aussi bien la ségrégation anti-beurs, qu'anti-vieux ou encore lesbophobe ou transphobe.

Quelle riposte ?

Dans l'urgence, Act-Up Paris a maintenu le rassemblement du 21 février dans le Marais, tout simplement parce que le lieu est symbolique, d'autant que la manif était déjà annoncée. Elle se poursuivra peut-être ailleurs. Une seconde manif antisexististe et anti-homophobe sera organisée la semaine suivante, rassemblant également les féministes et tous les individus qui n'entendent pas laisser passer de tels agissements. Il n'est pas question que les politiciens récupèrent le dossier pour le noyer sous un flot de bonnes intentions et l'enterrent, une fois les élections passées. C'est dans la rue que nous serons encore le mieux pour gueuler notre colère, ainsi que sur nos lieux de travail, nos lieux de luttes, afin de mettre un terme définitif à cette foutue construction des genres, qui est la véritable responsable de toutes les agressions.

Une « fiotte » noire

1. Voir le *Monde libertaire* du 22 janvier 2004.



Malgré la répression

Les antipubs persistent et signent

LE SAMEDI 28 FÉVRIER à partir de 19 heures, un collectif Stopub marseillais appelle à une réaction nationale, en solidarité avec les 62 personnes assignées en justice le 10 mars prochain par Métrobus, Publicis et la RATP pour avoir recouvert de slogans les affiches qui agressent tous les jours les usagers du métro. « Il est impératif qu'une action nationale et de grande ampleur soutienne le rapport de force qui nous oppose au capital et à ses sbires communicants, publicitaires, événementiels, spectaculaires, du marché et du divertissement. Le rapport de force est engagé et il en va de la survie de la résistance de l'emporter. Nous n'y arriverons que si la mobilisation s'amplifie, c'est le but à atteindre le 28 février prochain. Faisons-nous entendre par tous moyens, nous sommes légitimes, soyons audacieux ! Organisons-nous ! », clament ces pourfendeurs de réclames.

Ce collectif, composé de chercheurs, d'enseignants, d'intermittents, de chômeurs, de personnels de la santé et de la fonction publique, d'archéologues, de précaires, d'étudiants, etc. a le souci d'associer à son combat contre les agressions publicitaires, les travailleurs des secteurs professionnels engagés dans des luttes passées, présentes (chercheurs, intermittents, justice, éducation, retraites, EDF, etc.) et à venir.

En France, la dégradation généralisée de la protection sociale, la décentralisation annoncée de l'Éducation nationale, la réforme des retraites, les réformes à venir de la Sécurité sociale, les privatisations annoncées de la poste, d'EDF, de la SNCF, etc. font partie de ce dépeçage systématique de nos « biens communs ». L'école sera livrée aux marchands, la médecine deviendra « à plusieurs vitesses », le vivant sera propriété intellectuelle des

multinationales, la culture calibrée pour un public, formatée par et pour les annonceurs. Les beaux principes d'égalité, de liberté et de fraternité, censés être les fondements de notre société, sont de plus en plus foulés aux pieds par nos dirigeants, car l'OMC considère les droits sociaux comme des obstacles au commerce. Ceci est un projet déjà planifié et qui échappe à tout contrôle du peuple soi-disant souverain. Son nom : l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), qui entrera en vigueur en 2005. Ce que nous vivons aujourd'hui n'en est que la préparation : l'aménagement national pour une rentabilisation immédiate de secteurs professionnels entiers avant de les livrer aux intérêts privés. Pour contrer cette marchandisation des biens et des hommes, les collectifs Stopub répondent :

« Face au durcissement de l'offensive capitaliste, nous déclarons publiquement combattre ce nouveau totalitarisme et attaquons son carburant : la publicité. Elle envahit nos espaces publics, la rue, le métro, les médias, les écoles. Elle est partout, sur nos vêtements, sur nos murs, sur notre petit écran. Résistons avec des moyens créatifs, pacifiques et légitimes, sans endommager l'environnement, mais au contraire, en créant la surprise. Nous appelons toutes et tous à venir nous rejoindre dans ce combat contre la marchandisation des esprits, de la culture et du monde. »

Le 63^e

Pour connaître les collectifs Stopub, consultez www.stopub.tk



« Face au durcissement de l'offensive capitaliste, nous déclarons publiquement combattre ce nouveau totalitarisme et attaquons son carburant : la publicité. »

Le poing sur l'extrême droite



Dossier réalisé par
Patrick Schindler

La scission entre le Fhaine et le MNR date de 1998-1999. Les plus naïfs d'entre nous auraient pu croire alors que l'histoire du premier arrivait à son terme, ou qu'il s'était endormi. Mais il ne dormait que d'un œil et scrutait une droite libérale et autoritaire, qui enfourchait plusieurs de ses chevaux de bataille, en même temps qu'elle prenait le pouvoir. Renforcement du tout sécuritaire, justifié par un « fond social » plus que morose: crise économique, précarité, faux problèmes comme celui du voile, cachant le simple droit d'être athée ou laïc et ouvrant la porte au « tout religieux ». Bref, la droite au pouvoir n'a fait que reprendre à son compte le fonds de commerce de l'extrême droite. Depuis, des pans entiers du programme schizophrénique et xénophobe des « têtes pensantes » fascisantes sont entrés et mijotent au sein d'un programme « national ». Il est donc temps, pour ces deux partis extrémistes, de surveiller la fin de cuisson du plat et de récupérer les compliments de l'Assemblée. À l'heure du dessert, on voit leurs militants réapparaître, comme avant 1933, sur nos marchés et nos lieux de vie.



Une nouvelle image respectable

La « génération Le Pen »

LE FHAINE, issu de la mouvance poujadiste, se revendique du nationalisme et d'une tradition basées sur des alliances avec, entre autres, les cathos intégristes et de nombreux autres partenariats religieux, voire « identitaires ». Ceux-ci ont été noués, au cours d'une histoire fondée sur la récupération populiste, jusqu'à la dernière en date: la main tendue aux distributeurs de tabac et aux restaurateurs; ces derniers, pas vraiment réputés pour leur ouverture à la différence et sont déçus par un gouvernement jugé par eux beaucoup trop mou. Mais cela ne suffit pas encore au Fhaine, qui tente d'élargir son électorat et essaie de rallier, à présent, les ouvriers et les employés, eux-mêmes prétendus « déçus et abandonnés par la gauche sociale-démocrate ».

Pour autant, le parti de Jean-Marie Le Pen (JMLP) a toujours beaucoup de mal à se séparer de sa sale réputation basique raciste, xénophobe et antisémite et à faire oublier ses propos et gestes carrément orduriers et abondamment perpétrés, pendant des années, par son leader. C'est pourquoi, dès 1988, Jean-Lin Lacapelle, un proche de Gollnisch et Carl Lang, crée Génération Le Pen, une association (version soft) de soutien à son président et qui se revendique « un lieu convivial et de sociabilité ».

Convaincre le « petit peuple »

Après l'accession de JMLP en seconde position au second tour de l'élection présidentielle de 2002, Génération Le Pen tente de changer l'image et de devenir la figure de proue de l'élite frontiste du moment. Les jeunes cadres du parti souhaitent alors rompre avec l'image des anciens dirigeants du Fhaine pour se positionner différemment, en cas de victoire aux prochaines élections régionales et européennes. L'objectif, durant la campagne, est de rallier au mouvement un maximum d'ouvriers, d'employés, d'artisans et de petits commerçants, sur un programme soi-disant « économique et social ».

Au menu: suppression totale de l'impôt sur le revenu dans les 5 ans, lutte contre les délocalisations, établissement d'un « droit de douane aux portes de l'Europe ». Or, de

courte mémoire, lorsque Toulon est tombée aux mains du Fhaine, les impôts ont augmenté, en moyenne, de 8,3 %, au détriment des activités sociales et culturelles municipales¹. Dans les autres villes gérées par l'extrême droite, on observait également l'étendue des ravages, conséquence des mêmes méthodes et entraînant des résultats aussi désastreux. Bref, un fiasco, et un savoir-faire repris, aujourd'hui, par le gouvernement en place.

Marine tente de ravalier la façade

JMLP ne tient pas à lâcher la barre, car il a lui-même de grandes prétentions personnelles, compromises aujourd'hui, en Paca, et en cas d'inéligibilité, recasables en région Île-de-France. Pour l'instant, Marine Le Pen (MLP) y est toujours tête de liste et également à la tête de Génération Le Pen, depuis juillet 2002, au grand dam des Bruno Gollnisch, Bernard Anthony et autres prétendants.

Faisant passer au second plan le discours haineux du parti, elle tente de nous la jouer « bon enfant chaleureuse », vouée à défendre la veuve et l'orphelin (français de souche, de préférence... nationale). Son programme: tailler à coup de serpe dans le budget de la politique de la ville, on a déjà vu ça à Orange, Vitrolles et Toulon². Elle peut encore le faire en Île-de-France, tout comme « créer un corps d'agents de sécurité rectoraux, présents dans les lycées et collèges, qui seraient payés par la Région ». La « bonne ville de Meaux » n'était pas choisie au hasard comme son premier lieu de campagne: il s'agissait effectivement pour Marine d'y améliorer encore le score du Fhaine, qui y obtenait en 1998 16,31 % des voix.

« Une femme comme les autres »

De plus, elle est omniprésente dans les médias, où elle tente de se faire passer pour « une femme comme les autres ». C'est-à-dire, comme ses électrices potentielles, qui se méfient encore trop de son parti. En effet, pour rappel, sans le vote négatif des femmes, le Fhaine aurait été le premier parti français au premier tour de la présidentielle de 2002. Son

rôle est donc clairement défini: rallier les femmes vers le Fhaine, selon son dernier slogan: « Une femme à vos côtés ».

Il lui est même arrivé de défendre (théoriquement) le droit des femmes à disposer de leur corps... Alors que les membres de son parti renforcent les troupes des anti-IVG de Xavier Dorr, qui terrorisent quotidiennement les salarié.e.s du Planning familial et exhortent les femmes à rester au foyer! Qui se ressemble se rassemble...

Dérapages incontrôlés

Dans le genre copinages incontrôlés, il y a pire: le voisinage des « félons » de l'agonisant MNR, le parti de Bruno Mégret. Comme par exemple, durant l'automne 2003, la participation de certains des membres actifs du « back office » du Fhaine, à la seconde Fête de l'identité et des libertés, au Palais des congrès de Versailles³; celle-ci étant organisée sous le haut patronage de Pierre Vial, conseiller MNR Rhône-Alpes et président de la très xénophobe association « ethniciiste » Terre et peuple⁴. À cette occasion, le rez-de-chaussée du Palais est envahi par les stands de libraires négationnistes qui proposent à des prix imbattables des pamphlets antisémites de Céline, ou encore des ouvrages à la gloire des SS français, voire une affiche énonçant: « Loi Veil: déjà 4 millions de morts » Un peu plus loin, le club du maire Fhaine d'Orange, Jacques Bompard, fait salon avec un cercle phalangiste espagnol...

On croyait FN et MNR en froid

Mais, à la fin de cette journée de rencontre, « grâce aux jeunes », le responsable du FNJ vient en personne rendre visite à ses petits camarades du MNR et du MNJ (Jean-Yves Le Gallou, conseiller IdF, Fabrice Robert, chef du Bloc identitaire et Robert Spielier, conseiller Fhaine d'Alsace). Le tout est clôturé par un mégac concert de rock identitaire, entre « français de souche ».

Depuis, pour en revenir à la bonne image, lors de la campagne de Marine, Louis Armand de Bejarry, un des participants (et ça tombe bien, dans le collimateur du FN), passe en commission de discipline Fhaine pour sa participation à la manifestation. JMLP lui colle un avertissement. Idem pour Jacques Bompard, interlocuteur privilégié des identitaires, mais pourtant, toujours numéro 2, aujourd'hui, du Fhaine. Le « patron » les sanctionne, le 20 novembre 2003, « pour amitiés trop affichées avec l'ultradroite à la Fête des identités et des libertés ».

The show must go on

Mais tout ça n'est, dans la campagne de JMLP, qu'un incident de parcours, et doit le rester, devant l'urgence de la course aux électeurs qu'il ne faut pas braquer (que ce soit en Paca, ou à défaut, en Île-de-France). Fin 2003, le leader organise un show à Toulon, 600 à 900 personnes répondent à l'appel (ça fait pas



Côté « hardcore »

Le MNR préfère et revendique la version hard, païenne et radicale. Son leader vient de s'en prendre plein la tronche. Mégret est condamné à un an d'inéligibilité, un an de prison avec sursis et à 10 000 euros d'amende, pour complicité et recel d'abus de biens sociaux. Et que peut faire un politicien sans argent? Renoncer: en effet il ne se présentera pas en région Paca.

Il laisse, cependant, la place au trésorier du parti qui, comme par hasard, est un homonyme du candidat socialiste sortant. Et Mégret d'ajouter « Comme ça, on sera bien forcé de savoir qui est qui. » Très amusant! Puis, il se plaint: « Je n'ai cessé de subir dans la région des avanies et des persécutions. Alors j'ai décidé de demander l'asile politique à une autre région. » Mais qui voudra de lui sans argent? Cela dit, d'autres candidats MNR seront présents sur les listes, dans douze régions.

Les jeunes du MNJ (jeunes mégrétistes), eux, fuient le navire qui prend l'eau. Ils rejoignent pour certains le FNJ, au sein du bloc identitaire, tandis que d'autres se tournent vers les groupuscules plus radicaux qui évoluent en marge du Fhaine.

Le Bloc identitaire, le dernier né de la famille

Seul son nom a changé, pas son contenu. Dix-sept mois après l'interdiction d'Unité radicale, après le tir manqué sur Chirac le 14 juillet 2002, la mouvance « nationaliste révolutionnaire » s'appelle à présent Bloc identitaire. Il a pour « chef » Fabrice Robert, condamné en 1991 pour incitation à la haine raciale, et encadre quelques dizaines de militants, dont 95 % sont issus des cadres du MNJ. Notons au passage la même quête de respectabilité que celle enregistrée au Fhaine: se démarquer des militants trop radicaux, ou trop étiquetés skinhead. Pour autant, le discours du bloc ne change pas: racisme, vision biologique, ethnique et communautaire, avec le même refrain et les mêmes couplets déclinés sur « l'immigration, une colonisation inversée », sur « la fracture ethnique qui mène directement à l'affrontement », etc.

Ratisser large

Mais l'affrontement direct est au rendez-vous, pour boycotter, par exemple, les concerts du groupe de rap Sniper. Un bon terrain, selon le bloc, « pour recruter des adeptes parmi les jeunes issus des milieux populaires, via le rock identitaire et voire, à faire de l'entrisme au sein des supporters de football ultras ».

Ils s'implantent également à Montpellier, où ils « ratonnent » et passent à tabac des militants antifascistes, en plein centre-ville. Ils y plantent leurs tables de presse et leurs banderoles sur la grande place à deux pas de la fac. S'en sont suivis, face à la résistance antifasciste, des intimidations et des repérages individuels, ainsi que des menaces de mort.

beaucoup). Le culte de la personnalité en personne égrène, entre autres, les clichés mille fois ressassés: « les immigrés sont à 95 % assistés: je ne suis pas pour autant xénophobe, mais comme disait Jeanne d'Arc (ndr: il y était?) je les aime chez eux! » L'objectif est de surtout faire du bruit. Le show est gratuit. Les billets ne sont sollicités qu'à la sortie, avec en prime un drapeau français en souvenir.

Lors d'un autre show donné à Marseille, JMLP tient des propos similaires: « La France soutient une politique d'immigration massive, une calamité, et la discrimination positive n'est que le camouflage de la préférence étrangère. » Alors que JMLP offre à ses électeurs « un printemps national à la France, les échecs de notre politique ne sont dus qu'aux faiblesses personnelles des félons (entendre: Mégret et J.-M. Le Chevalier). Nos opposants sont aujourd'hui invisibles sur le terrain ». Sauf que depuis, le « petit rat a bien foutu sa merde en Paca... »

Mais selon JMLP, qu'importe: « Le FN n'a plus besoin de son petit cercle de militants. » En effet, selon lui « Ses prochains électeurs seront anonymes et consentants, acquis à la cause globale. » Dans les régions prétendues acquises au Fhaine, Rhône-Alpes, Picardie, Bourgogne, Languedoc-Roussillon, il constate que « Plus personne ne résiste, les comités de vigilance contre l'extrême droite se sont éteints d'eux-mêmes. » Donc, il présume que « la route est libre ».

La nouvelle image soft du Fhaine

Le vacarme et les manifestations incontrôlées nuisent à la nouvelle image que veut se donner le Fhaine, durant la campagne. De fait, Jacques Bompard, le n° 2, et Carl Lang saisissent la commission de discipline pour régler les problèmes liés aux fédérations régionales, aux actions trop visibles. Pour mémoire, Bompard est l'interlocuteur privilégié des identitaires, ainsi que d'anciens mégretistes.

Il les exhorte donc au calme et prétend que « Ces militants veulent tout faire pour que le FN trouve le moins d'écho possible, aux prochaines échéances électorales. » D'ailleurs, un proche de Marine Le Pen déclare: « Ce sont des adversaires politiques avec lesquels nous n'avons rien à faire. » Malheureusement pour le casting, un militant de Lukutant est filmé, caméra cachée, sur France 3 durant l'automne 2003 et revendique sa double appartenance au Bloc et au FNJ. Il exprime: « Dans une opération coup de poing, si tu tombes sur des Arabes, des nègres et des gauchistes, tu leur montres qu'ici on est chez nous. Par contre, tu te démerdes pour ne pas te faire gauler. »⁵

Le voile, une bonne opportunité

Surgit « l'affaire du voile », qui rassemble à nouveau tout ce petit monde. Pour les lepénistes comme pour les mégretistes, l'islamisation n'est qu'un avatar: « une forme d'expression de l'immigration, et l'entrée de la Turquie dans l'Europe ne fera qu'entraîner la France dans une future république islamique ». Pour le Fhaine « Le voile à l'école n'est qu'une conséquence de la présence d'une trop forte communauté immigrée de confession musulmane, dans notre pays. » De son côté, le MNR commente la manifestation du 17 janvier: « Les Français ont pu voir le poids d'une immigration anarchique, non soumise à la loi française. »

Du côté du Fhaine, les manifestations anti-loi sont jugées bénéfiques et, jusqu'aux élections, le parti s'en réjouit. Selon Carl Lang: « Plus il y aura de femmes voilées dans les rues ou dans les écoles, plus les Français prendront conscience du poids de l'immigration. » Pour Marine Le Pen « L'affaire du voile renvoie au poids de l'immigration dans notre pays et cela fait des années que nous en parlons, aujourd'hui les Français s'aperçoivent que nos prédictions sont en train de se réaliser. » Samuel Maréchal, Pays-de-Loire: « Pendant que le gouvernement disserte du voile, il ne parle pas d'autre chose, comme, par exemple, de la hausse du tabac. » En effet, voilà un exemple d'argument de campagne qui peut rapporter gros!

Faire face

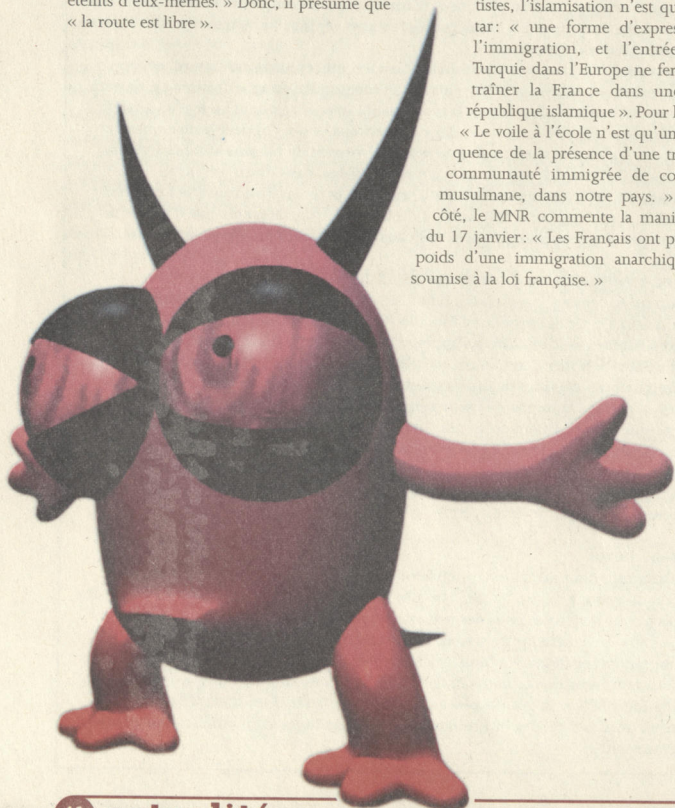
Quelles que soient les stratégies développées par les partis d'extrême droite en Europe et ailleurs (soft ou hard), il n'est pas facile de combattre ce type de forces politiques organisées. Elles ont toutes en commun de vouloir conquérir l'espace politique, tout en investissant la base sociale. Une base sociale que revendiquait, il y a encore peu, une gauche traditionnelle.

Notre combat est de faire tomber les masques populistes qui cachent des fascistes et réciproquement. Il ne s'agit pas, pour nous anarchistes, de laisser cette menace dans les mains de politicards véreux, qui n'ont rien fait, qui ne font rien, et qui ne feront jamais rien, mais y trouveront, au final, leur comptant de voix aux prochaines élections et en feront leur beurre.

Nous, militants antifascistes, devons continuer à nous battre sur tous leurs fronts et organiser notre lutte, quitte à répéter encore et encore les mêmes discours (quitte à affronter l'indifférence et les silences qui en disent long, comme c'est le cas sur mon lieu de travail).

Il faut également continuer à les éjecter radicalement, tous les jours, de nos quartiers et de nos vies. Tout en continuant à proposer aux individus que nous rencontrons des alternatives d'organisation révolutionnaires et anarchistes. C'est-à-dire des projets et des conceptions capables de construire une société solidaire, débarrassée de la surconsommation, au profit du plus petit nombre. S'implanter, militer et s'opposer aux forces fascistes, libérales, réactionnaires et patriarcales, ça peut à la longue devenir usant. Pourtant, aujourd'hui, nous n'avons plus le choix: il s'agit d'une question de survie.

P.S.



1. Selon les chiffres rapportés par les Echos, quotidien qu'on ne peut pas taxer de particulièrement militant.
2. Ce terme pue, à mon sens, la référence gauloise.
3. Voir le Monde libertaire du 15 novembre 2003
4. La première édition avait été célébrée en 2002, à l'initiative de Gilles Soulas, le vieil éditeur et libraire négationniste.
5. Propos rapportés dans Libération.

Ni poulet ni délateur !

Projet de loi, contrats locaux de sécurité et protocoles divers... Plus ça va et plus les autorités demandent à tout un chacun de se convertir en balance, à commencer par les travailleurs sociaux. Le chat est en colère, que les poulets de tous horizons le sachent !

À LA DEMANDE du Conseil général de la Savoie, un protocole de concertation a été signé entre l'Association savoyarde de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence au titre de la prévention spécialisée et la police et la gendarmerie, exigeant que les travailleurs sociaux collaborent avec les forces de l'ordre en signalant les actes de délinquance dont ils auraient eu connaissance.

Dans le même temps, un projet de loi contre la délinquance que présente Sarkozy, va dans le même sens puisqu'il prévoit que les travailleurs sociaux ont pour mission d'indiquer aux autorités (le maire) les enfants et les familles qui présenteraient des problèmes d'ordres financiers, scolaires, familiales.

La volonté d'impliquer les services sociaux dans un processus de délation et de criminalisation des actes hors normes et de difficultés sociales n'arrive pas par hasard.

Où est l'insécurité ?

Elle vient de l'augmentation et de l'enracinement de la précarité, licenciements massifs, harcèlement des salarié.e.s, restriction de l'assurance du chômage, de la flexibilité par le patronat et l'absence d'avenir pour une majorité de jeunes. L'insécurité est permanente pour ceux et celles qui ne savent pas comment finir le mois, payer le loyer, les études des enfants, pour celles et ceux qui ne savent pas où loger et de quoi demain sera fait. Avec un cynisme impitoyable, les représentants d'une minorité de privilégiés s'attaquent au minimum vital de millions de travailleurs et de chômeurs. Les pauvres financent les baisses d'impôt des riches afin de favoriser la course aux profits.

Au 1^{er} janvier, plus de 250 000 chômeurs se retrouvent en fin de droits, l'instauration du RMA fournit une main-d'œuvre quasi gratuite au patronat et place sous tutelle ce nouveau servage sans droit de travail (pas de droit de grève, ni de cotisation retraite, etc.). Le démantèlement du Code du travail, la liquidation des retraites, la réduction généralisée des emplois dans la fonction publique, les licenciements qui se multiplient, la privatisation des services publics, voilà les causes de l'insécurité et de la violence sociale qui sont à dénoncer.

Justice ?

Le discours sécuritaire et la répression policière distinguent deux formes de délinquance. D'un côté, la délinquance engendrée par la pauvreté, celle qui vise les classes populaires. Ce sont les infractions et les incivilités qui se posent en rupture avec la paix civile, rupture souvent plus matériel que politique qui menace la propriété privée avant les personnes.

Il ne s'agit pas de minimiser les agressions racistes ou sexistes mais d'analyser les causes réelles et d'y travailler.

De l'autre, la délinquance financière émanant des dirigeants politiques qui ne semblent pas bien inquiétés, ce sont les pratiques de maximisation des logiques de profits qu'elles soient spéculatives ou d'exploitation. Il en va ainsi des infractions permanentes à la législation, aux normes de protection de l'environnement. La délinquance politico-financière gangrène tout.

Ces deux formes de délinquance ne sont pas jugées de la même manière. C'est le constat que des juges ont fait. Les gens qui détournent des sommes considérables échappent à tout jugement ou parfois écopent de peines insignifiantes. Pendant ce temps, le voleur de nourriture prend souvent du ferme.

Juger différemment les délinquances, c'est désigner des populations cibles reprenant le discours d'extrême droite. La loi sur la prévention de la délinquance renforce cette désignation. La classe populaire redevient la classe dangereuse, qu'il convient de discipliner, voire d'emprisonner. Cette stratégie vise à instaurer un climat de peur afin de diviser les classes populaires et de permettre un contrôle violent sur celles-ci.

La délation !

Le projet de loi sur la prévention de la délinquance saccage par des amendements le Code de l'action sociale et de la famille. C'est une attaque en règle de la protection sociale, de la protection de l'enfance et de la solidarité :

Le chapitre V de ce projet de loi institue la délation comme principal outil des intervenants sociaux : « Tout professionnel qui intervient au bénéfice d'une personne présentant

des difficultés sociales, éducatives ou matérielles est tenu d'en informer le maire de la commune de résidence ou la personne désignée aux fins de le substituer. »

Enseignants, personnels communaux, ou associatifs, éducateurs, nous sommes tous concernés.e.s. Nous refusons d'être des indics et des délateurs. Nous refusons de devenir les contrôleurs des populations pauvres et précarisées.

Solidarité interprofessionnelle

La CNT estime qu'il faut aller plus loin que la simple défense d'une profession mise en danger dans son éthique professionnelle. Si nous, travailleurs sociaux sommes directement menacés dans l'exercice de notre travail, ne nous laissons pas enfermer dans une défense catégorielle et corporatiste face à un enjeu qui est aussi un choix de société.

De nombreux salariés notamment syndicalistes, sont aussi concernés par la répression patronale et étatique. Toutes les catégories sociales défavorisées sont la cible de la politique sécuritaire. Ne nous laissons pas piéger dans un problème sécuritaire qui est celui du pouvoir pour isoler et nous diviser en opposant les individus dans un climat de terreur. Nous devons refuser la division des catégories de travailleurs sociaux.

Les objectifs immédiats sont le retrait du projet de loi Sarkozy sur la délinquance et l'abrogation des protocoles en cours.

La mise en place de convergences de réflexions et de luttes interprofessionnelles est une nécessité vitale contre la division et l'étouffement des voix discordantes. Face à l'individualisme partout vanté et monté en épingle par le capital contre la solidarité, la CNT affirme au contraire que la solidarité est la seule alternative à ce système mortifère.

Nous voulons le respect du secret et de l'engagement éthique des professionnels, le droit au respect et à la dignité pour les familles. Non à la délation ! Oui à la satisfaction des besoins de tous et de toutes.

CNT

Santé-social RP et Fonction publique et assimilés

Manifestation - Paris - 17 mars

Dialogue avec les marxistes ?

Ronald Creagh

L LE DERNIER NUMÉRO de la revue *Contretemps* pose le problème de dialogue libertaires-communistes. Il y a également eu quelques échanges sur la question dans le *Monde libertaire* et sur certaines listes de discussion. Fort bien, mais un dialogue sans critique ressemble à du refoulement.

Mais que nous offrent donc les marxistes de si alléchant pour travailler avec eux ?

Cela fait des décennies que des centres d'histoire anarchistes envoient des communiqués à des revues comme *l'Histoire* et que des éditeurs libertaires envoient gracieusement des livres à *Libération*, au *Monde* et j'en passe. Quand on cherche à comprendre pourquoi aucune annonce ne passe, on apprend que le responsable de telle ou telle rubrique appartient ou a jadis appartenu à quelque groupe qui se réclame du marxisme.

Je n'ai pas vu dans des revues marxistes, ou alors cela m'a échappé, de publicité gracieuse pour des revues anarchistes de qualité, quoique non financées par quelque organisme universitaire ou étatique.



Jan Svankmajer

J'attends leur protestation lorsqu'un journal, disons le *Monde*, utilise le mot « anarchiste » pour trier les torchons des serviettes (sauf quand il s'agit d'art, parce qu'alors ça fait snob), quand il se sert du nom pour marginaliser le mouvement, et qu'il utilise l'adjectif avec une légèreté qu'il ne se permettrait pas, par exemple, pour qualifier certains groupes qui se considèrent discriminés.

Pas plus que je n'ai vu la gauche déposer de plainte, au nom des « droits de l'homme » ou du « citoyen », contre l'inscription des anarchistes par Europol dans la liste des organisations terroristes.

En revanche, si les anarchistes ressortent à tout bout de champ les indignités du passé – Kronstadt et Trotsky, la guerre d'Espagne et les communistes, etc. –, je vois aussi de l'autre côté des rappels de l'antiféminisme de Proudhon, de l'antisémitisme de certains anarchistes, et même des parentés découvertes entre l'anarchisme et les mouvements fascistes ou protofascistes.

Il est peut-être triste de voir les anars défilés sans se mêler à d'autres groupes, mais que signifierait cette unité moutonnaire puisque les dialogues ne peuvent s'en tenir qu'à des rapprochements tactiques.

Peut-il en être autrement ? Quel apport intellectuel le marxisme offre-t-il aujourd'hui ?

J'ai le plus grand respect pour le dévouement, la générosité, la sincérité de mes camarades marxistes, mais en dehors de leur remarquable compétence dans certaines analyses du politique ou du social, je ne vois pas quel enrichissement tirer de leur conception du monde.

Le marxisme est captif d'une époque et d'une histoire. Il n'y a pas de marxisme avant Marx ; certains diraient même qu'il n'y en a plus eu après, et que les marxismes sont l'ensemble des interprétations erronées de Marx. Quoi qu'il en soit, les diverses formes du marxisme dégagent une même idéologie de la représentation.

Cette représentation se structure selon un axe bien délimité. Pour Marx, toute société repose sur un pilier, son système économique. Les autres facettes sociales, la culture, le politique, l'État, peuvent avoir une logique propre,

mais ce n'est pas une logique autonome : elles dépendent en dernière instance de l'économie, centre du pouvoir.

À partir de ce fondement ultime s'organisent des constellations de concepts, que les successeurs de Marx se sont efforcés de mettre à jour, de peaufiner, voire parfois d'abandonner subrepticement. Tout cet appareil intellectuel fait du ou des marxismes un outil qui, s'il s'est forgé à une époque donnée, en un lieu donné, est utilisable partout et à toutes les époques.

Une telle efficacité est séduisante. Cette approche offre une vue d'ensemble de toute société ; pour Marx, puis pour Lénine, une théorie adéquate de la totalité du monde offre les moyens de diriger la révolution mondiale. Dans un univers en perpétuelle transformation, difficile par conséquent à cerner, elle donne au marxiste le sentiment de tenir une structure ferme qui lui permet une vision globale qui distingue l'essentiel de l'accessoire. Elle révèle le lieu caché du pouvoir.

Et aussi, elle est essentiellement stratégique. Le militant peut voir à quel moment de l'histoire il se situe, chercher les failles de structure qui permettront à terme l'épuisement du système capitaliste. Comme l'écrit Nicholas Spencer, il peut « contrôler les événements révolutionnaires parce qu'il accorde la priorité à l'histoire et à l'économie ». (*Historicizing the Spontaneous Revolution: Anarchism and the Spatial Politics of Postmodernism*, liste de discussion « postanarchism : post-normal anarchism »). Son savoir est d'ailleurs ancré sur deux sciences humaines, l'économie et l'histoire ; le marxiste peut se penser en tant que scientifique.

C'est au nom de l'histoire et de l'économie qu'il sera nécessairement contre-révolutionnaire. Car après avoir attendu – et annoncé – pendant près de deux siècles les signes précurseurs du déclin du mode de production capitaliste, il lui faut maintenant des certitudes et, tant que celles-ci ne viendront pas, il s'emploiera comme dans la France de Mai 1968 à étouffer toute révolution spontanée sous prétexte qu'elle est illusoire.

Le marxisme est intellectuellement gratifiant. Il ne veut pas voir, palper, humer, sentir

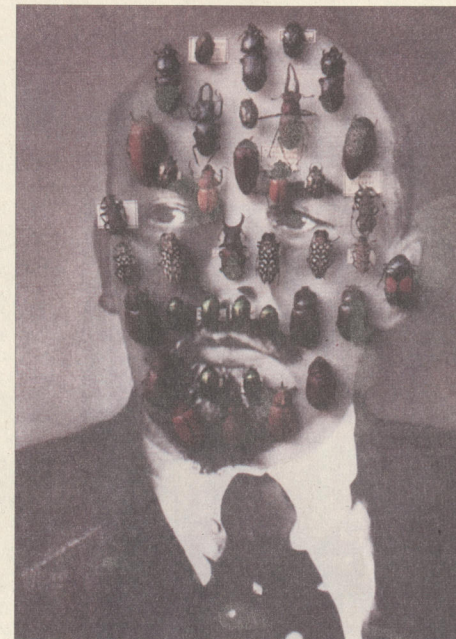
les êtres dans leur mystère, leur infinitude et leur brouillage. C'est une vision cinématographique du monde. Il a construit des concepts techniques, sophistiqués, et regarde le monde à travers cet agencement. Cette représentation du monde, aussi idéologique qu'une autre, présente une illusion de sécurité parce qu'elle exclut toute autre alternative.

L'histoire et l'économie assurent une assise « scientifique » à un découpage de la scène sociale en structures essentielles et phénomènes accessoires. Ces structures essentielles permettent de porter un jugement global sur le type de société, son fonctionnement, son avenir. La carte d'identité d'une société donnée définit le scénario qui s'ensuivra.

Les concepts sophistiqués que le marxisme élabore, la lutte des classes, l'aliénation, et ainsi de suite, ne peuvent être plaqués rigideusement sur les sociétés contemporaines. Ce sont des signifiants et donc des constructions d'une société donnée, à une époque donnée, dans un cadre idéologique donné. Toutes ces vieilles lunes peuvent tout de même contribuer à notre éclairage, mais nous ne pouvons rester scotchés à l'écran d'un cinémascope. D'autres enjeux sont à l'œuvre, comme les luttes ethniques ou le système patriarcal, qui témoignent d'une situation bien plus complexe qu'on ne le pensait jadis.

On peut fort bien d'ailleurs concevoir que quelqu'un soit à la fois marxiste et anarchiste : cela a été montré pour un certain nombre d'auteurs juifs allemands, en particulier, et même Bakounine se disait marxiste en matière économique ; quelques historiens se sont efforcés de mettre au jour les aspects anarchistes de Marx lui-même.

Il n'y a rien de tout cela dans l'anarchisme. Il n'existe pas un corpus de concepts que chaque penseur entreprend de développer progressivement. En réalité, chaque philosophe anarchiste, de Bakounine à Kropotkine, de Malatesta à Stirner et de Landauer à Zerzan a établi sa propre cartographie. Par exemple,



Jan Svankmajer

des positions très différentes et même contradictoires ont été adoptées au sujet d'une classe sociale porteuse de la révolution. Jetant le reste avec ou sans commentaire.

Un seul trait fait l'union de tous, une position éthique et politique, le rejet de toute forme de domination. Morale petite-bourgeoise, disent dédaigneusement les marxistes ; quant aux philosophes universitaires, ils n'y voient aucun grain à moudre pour leurs systèmes de pensée.

On peut gloser sur l'un ou l'autre de ces théoriciens ou de ces courants, repérer un imaginaire collectif ou des pratiques communes, on ne voit guère un corpus de concepts bien articulés, formant un tout, que chaque génération s'efforcera d'approfondir. En effet, sur l'axiome de départ peuvent s'élaborer des philosophies très différentes.

Horreur ! l'anarchisme est à la portée du premier venu. Il n'a pas besoin de se plonger dans le *Capital*, passage obligé de tout novice marxiste ; il peut se dispenser de la lecture de Bakounine, de Proudhon, ou de qui que ce soit ; il faut et il suffit qu'il souhaite une société profondément égalitaire, ce qui implique le rejet de toute forme de domination, et la critique de toute représentation.

Tout cela n'a rien à voir avec l'histoire : la position relève du mouvement socio-culturel d'une société donnée. Bref, l'anarchisme n'est pas une science, bien qu'au long de son parcours, le militant sera invité à puiser dans un certain savoir pour décider, par exemple, que

la fin ne justifie pas les moyens, ou que ceux-ci doivent, autant que possible, anticiper une société autre.

Mais voici que la situation se retourne : le marxisme se voulait rigoureux parce qu'appuyé sur deux sciences, l'économie et l'histoire. Or celles-ci sont en crise parce que le caractère scientifique des « sciences humaines » n'est plus seulement récusé par les sciences dures, ce qui a toujours été le cas, mais dans leur propre camp, par la critique du positivisme scientifique, et plus généralement par les développements récents de l'épistémologie.

Le marxisme est aujourd'hui acculé à défendre le socle scientifique de ses positions contre tous les critiques de l'essentialisme, de la représentation, et à rechercher désespérément une alternative aux post-structuralistes et aux post-modernistes.

Même retournement en matière de sciences politiques. Celles-ci s'obstinent à penser en termes de parti et de représentation et, comme elles pensent que la nuit tous les chats sont gris, elles confondent allégrement pouvoir et domination. Malheureusement, il est des gens pour penser que le système démocratique est, sous les apparences d'un rapprochement, une forme d'exclusion.

Le dialogue avec les marxistes est-il possible ? Je pense que l'influence des idées marxistes sur les anarchistes a toujours eu des effets déplorables et je suis prêt à en citer mille exemples.

En revanche, si l'échange d'idées me semble voué à l'échec, une rencontre authentique est possible si nous savons, de part et d'autre, multiplier les gestes de solidarité et de commensalité. Nous avons tous trop de talents pour ne pas boire un coup ensemble.

On me dira que, dans ces réflexions, il n'y a aucune critique de l'anarchisme. En effet, que peut-on y remettre en cause ?

Tout. C'est pour cela que l'anarchisme est, de toutes les philosophies et pratiques, celle qui me déplaît le moins. R.C.

De La Realidad à Tijuana la lutte s'étend



Un « caracol » original...

LE 1^{ER} JANVIER 2004 s'est passé tranquillement au Chiapas. Les journalistes sont repartis déçus. Les rebelles zapatistes ont fêté entre eux, avec les internationaux présents, le dixième anniversaire de l'insurrection, suivant de quelques semaines la célébration des vingt ans de l'organisation qu'ils ont créée le 17 novembre 1983. Dix ans de préparation clandestine et dix ans de rébellion ouverte pour un mouvement social qui semble tout jeune encore, ce n'est pas le moindre de ses paradoxes. Il y a un an, *Le Monde libertaire* rencontrait Jérôme Baschet, auteur d'un remarquable essai sur les insurgés. Les zapatistes venaient d'occuper à nouveau, le 1^{er} janvier 2003, San Cristobal de las Casas, mais c'est en août que ce qui se préparait depuis plus de deux ans, après la rupture de tout dialogue avec le pouvoir, est apparu au grand jour : la naissance des « caracoles » (escargots, centres civils zapatistes de coordination et d'accueil) et des « juntas de buen gobierno » (conseils de bon gouvernement, c'est-à-dire d'auto-gouvernement, émanant des communes zapatistes). « Il est clair qu'aucun gouvernement ne nous donnera le droit et la liberté de vivre dignement, pour cela maintenant nous ne demandons ni n'exigeons, maintenant nous agissons et nous exerçons nos droits comme peuples légitimes et premiers peuples de notre pays. (...) Il faut nous unir et nous organiser mieux. (...) Si nous ne le faisons pas nous autres, les peuples, personne ne le fera pour nous. » Ainsi parle David, commandant tzot-

zil et zapatiste des Hautes Terres de Chiapas, en décembre dans un message vidéo. Car c'est aussi à nous, aux femmes, aux hommes, aux enfants comme aux « anciens » de la planète Terre que s'adressent les descendants des Mayas toujours en résistance, pour créer avec nous « un monde qui contiennent tous les mondes ». « Ils apprennent ainsi au monde à être leur contemporain », écrit, dans le quotidien mexicain *La Jornada*, Hermann Bellinghausen, qui est devenu le chroniqueur de cette rébellion : « Le masque qui les a rendus visibles a protégé les zapatistes de l'extermination. Ainsi que leur parole, et la construction d'alternatives communautaires au niveau local, mais avec une valeur universelle en maintes occasions. L'affirmation que le zapatisme a été le précurseur de nouveaux mouvements sociaux est fréquente (...) dans diverses régions du monde. » Les libertaires mexicains ne s'y sont pas trompés, qui sont engagés dans une solidarité pratique et dont nous traduisons ici un éditorial récent de l'excellent journal *Autonomía*.

À l'inverse, la « grande » presse parisienne nous a habitués à la condescendance et à la dérision folklorique quand elle se sent tenue d'aborder la question indienne. *Le Monde* a eu ses De La Grange et autres Abellard, *Libération* a trouvé au Mexique un correspondant formé à la Stal Academy – *L'Humanité* – qui court sur les traces de ces serviteurs de l'ordre marchand et n'hésite pas à manier le mensonge contre les rebelles du Sud-Est mexicain.

Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), après s'être précisément renseigné sur la conception et la pratique de la justice dans les communautés, mise en cause par le petit reporter de la rue Béranger, rend publique une lettre que nous reproduisons en bonne part, accompagnée du démenti du principal « témoin à charge », puisque présenté comme favorable aux insurgés, quant à ses propos sur l'affaiblissement de l'organisation rebelle.

Il est clair que le pouvoir mexicain ne reste pas inactif devant les progrès de l'autonomie indienne dans les États du Chiapas, d'Oaxaca, du Guerrero et maintenant de Morelos, où la proclamation d'une commune autonome à Tlalnepantla n'aura eu que trois jours de répit avant une sauvage répression policière qui s'est soldée par la mort d'un paysan, des dizaines de blessés et de détenus. Le gouverneur de Morelos, Sergio Estrada, passait déjà pour une sombre brute, sa carrière est maintenant celle d'un tueur de paysans.

Cependant, la résistance prouve, comme l'écrit *Autonomia*, que le mouvement s'étend, avec la lutte de San Salvador Atenco (voir *Le Monde libertaire* n° 1345), avec la commune autonome de Suljaa, du peuple Amuzgo, dans le Guerrero, proclamée en novembre 2002, elle aussi fondée sur les Accords de San Andrés, quant aux droits et culture indigènes, signés il y a huit ans (février 1996) entre les délégués zapatistes et les émissaires du gouvernement mexicain, accords restés lettres mortes pour le pouvoir. Est-ce la mise en pratique du Plan La Realidad-Tijuana, lu par le jeune commandant Brus Li en août 2003 dans le « caracol » d'Oventic, en réponse aux « plans de la classe politique qui prétendent fragmenter le pays » et qui repose sur le « respect réciproque de l'autonomie et de l'indépendance des organisations sociales ouvrières, paysannes, indigènes (...) de leurs formes de lutte et d'organisation » pour promouvoir « les formes d'autogouvernement et d'autogestion sur tout le territoire » ?

Celles et ceux que cela intéresse et qui seront à Paris le mercredi 3 mars auront l'occasion d'en discuter avec une jeune Mexicaine, Gloria Muñoz, membre du comité de rédaction de la revue zapatiste *Rebeldía* et auteur d'un livre essentiel qui retrace les vingt premières années de ce mouvement, à travers les paroles insurgées qu'elle a recueillies et une riche chronologie de 1994 à 2003, *El Fuego y la Palabra* (le feu et la parole, que nous espérons bientôt traduire et éditer ici). Ce sera à 19 heures au Centre international de culture populaire (21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris) avec la présence de Jérôme Baschet et d'Yvon Le Bot (*Le Rêve zapatiste*).

En janvier, la spirale du Plan Oventic-Moscov passait par Barcelone, elle pourrait toucher Paris en mars.

Bérial

Chiapas, Tlalnepantla, Monterrey Le Mexique insoumis en résistance

Voici un texte extrait de la revue libertaire mexicaine *Autonomia*. Il s'agit de l'éditorial du n°23 (janvier-février 2004). La traduction est de nos soins. Il est sur le web : <http://pagina.de/periodicoautonomia>



IL N'Y A PAS de meilleure preuve de la vigueur du mouvement zapatiste que le surgissement, ces derniers mois, du mouvement pour la création de la commune autonome de Tlalnepantla – à seulement « quinze minutes » de la capitale mexicaine –, qui a été réprimé lâchement dans le sang par le gouvernement de l'État de Morelos.

Ces derniers jours venait de se conclure la célébration de la naissance et de l'irruption sur la scène publique de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) à travers le cycle d'événements nommé « 20 et 10, le feu et la parole ». Cela s'est caractérisé par une suite interminable de journées, conférences, expositions, concerts et rencontres intellectuelles; beaucoup d'entre elles se convertirent en éloges redondants, et sans la moindre conséquence, de ce mouvement insurgé.

Mais, au-delà de ce que cela représente, c'est la plus profonde assimilation de discours d'autonomie et de résistance hérité du zapatisme; ce qui a commencé à se manifester dans des villages et des communautés – surtout indigènes – d'Oaxaca, du Guerrero, de Michoacan et maintenant, récemment, à Tlalnepantla, État de Morelos. Cet héritage a comme part essentielle la création d'une entité politique qui subvertit le système actuel: la commune autonome.

Par cette forme d'organisation sociale, la

communauté assume la responsabilité des questions qui la concernent, réaffirme les processus de discussion communautaire et, surtout, retrouve la capacité de décision sur son territoire et sur sa vie comme communauté; c'est elle qui, collectivement, prend les décisions et a le dernier mot.

Il y a rupture catégorique avec le pouvoir des partis: avec le fait que la sphère du politique est monopolisée, contrainte et assujettie aux partis politiques.

C'en est fini de la délégation de la problématique sociale à un appareil central de contrôle, qu'il se nomme gouvernement régional ou fédéral, la communauté prenant la responsabilité de cette tâche.

Autonomie signifie à tout moment réappropriation de la vie et les communes autonomes sont un mode d'organisation sociale en construction qui ne convient pas aux intérêts capitalistes et néolibéraux représentés sous les diverses faces de ce système: gouvernement, entrepreneurs et armées.

Nous pourrions percevoir dans le futur un mouvement de communes autonomes comme lutte de libération à portée limitée dans l'immédiat, mais dont le potentiel de transformation révolutionnaire est ample s'il parvient à s'étendre, se généraliser et s'approfondir dans son caractère de subversion de la culture capitaliste.

suite page 15

En s'articulant, ces espaces maintiennent une coordination et un appui entre les expériences distinctes qui sont en gestation; en plus de s'intégrer aux autres manifestations de rébellion qui se manifestent dans divers secteurs sociaux: travailleurs manuels, enseignants, paysans, étudiants. C'est seulement ainsi que pourrait être arrêté le gouvernement dans ses tentatives d'en finir avec l'expansion des communes autonomes.

C'est une appréciation prétentieuse de la part du ministre de l'Intérieur, Santiago Creel Miranda, lorsqu'il affirme qu'« ici [au Mexique], on ne permettra pas que quiconque vienne établir de nouvelles formes de gouvernement, à son gré, pour la satisfaction d'un groupe quelconque qui n'est pas d'accord avec l'autorité constitutionnelle ».

L'attitude toute-puissante, la disqualification, la criminalisation – jusqu'à l'association au terrorisme – et les menaces des gouvernements régional et fédéral contre la création de communes autonomes mettent seulement en évidence qu'ils ne peuvent accepter, leurs énormes intérêts étant en jeu, les causes véritables qui nourrissent ces projets d'émancipation sociale. Quand un peuple, une communauté ou une personne a assumé son autonomie, c'est lui seul qui déterminera le devenir de sa vie. L'armée et les diverses polices pourraient dans l'immédiat contenir ces aspirations à Tlalnepantla, mais les « caracoles » avancent lentement et avec ténacité, à travers le tissu des réseaux de résistance, s'enracinant chaque fois plus profondément au cœur du Mexique insoumis.



Qu'est-ce qui fait mentir le correspondant de *Libération* au Mexique ?

C'EST AVEC COLÈRE que nous avons pris connaissance de l'article de M. David Bornstein paru dans *Libération* du 1^{er} janvier 2004. « Dix ans après, les rangs désertés des zapatistes du Chiapas » aurait pu s'intituler « Dix ans après, le mouvement zapatiste salement caricaturé par un journaliste ».

Depuis l'inauguration des « caracoles », par le biais de caciques, de paramilitaires et de groupes politiques, les provocations sont continuelles, dans le but de déclencher un affrontement entre indigènes qui donnera le prétexte attendu par l'armée pour intervenir.

L'information de la société civile internationale est essentielle et il nous semble indispensable de revenir sur quelques affirmations de M. Bornstein. Nous joignons à cette lettre ouverte la réponse de M. Gaspar Morquecho, sachant que M. Bornstein récidive dans la calomnie: il insistait déjà, dans un « reportage » publié par *Libération* en août 2003, dont les sources étaient invérifiables (« un militant français », « un bon connaisseur du dossier au sein du gouvernement »), sur le « soutien à l'ETA » de Marcos, allégation démentie de longue date (voir la « Lettre à l'ETA » de l'EZLN, janvier 2003). Le correspondant de *Libération* [rejoint] un combat de manipulateur d'opinion contre les zapatistes.

À propos des conditions de l'« emprisonnement » dont « un paysan », d'après M. Bornstein, accuse la junta de Morelia: la junta (conseil régional) n'a aucune geôle et n'a jamais dicté d'ordre d'emprisonnement. Le terme d'emprisonnement est de plus très mal utilisé. Les « geôles » des communautés indiennes (zapatistes ou non) n'ont pas pour fonction d'« emprisonner » les gens [mais] de retenir la personne accusée d'un délit (...) le temps de réunir, rapidement, les parties concernées [devant les] autorités de la communauté qui dicteront une sentence. Ce n'est pas [le rôle] de la junta.

Les peines d'emprisonnement sont à l'opposé des usages des communes autonomes: la sentence [est en général] la participation à une série de travaux d'intérêt collectif pour la communauté ou la famille victime du délit.

La tâche des juntas consiste à établir un pont entre la « société civile » et les communautés autonomes. Ce sont « les portes et les fenêtres » du territoire zapatiste.

Comité de solidarité
avec les peuples du Chiapas en lutte
<http://cspcl.ouvaton.org>

À *Libération*

SEÑORES de *Libération*, j'ai reçu récemment (...) une copie de l'article « Dix ans après, les rangs désertés des zapatistes du Chiapas », signé par votre correspondant au Mexique David Bornstein, dans lequel je suis mentionné comme une des « sources ».

« Une analyse que Gaspar Morquecho, l'une des figures de la « société civile » de San Cristobal, engagé aux côtés des « insurgés » depuis plus de quinze ans, doit admettre à contrecœur. « C'est vrai, les effectifs sont en baisse, peut-être un tiers de la population indigène – soit 10 % du Chiapas aujourd'hui – contre le double ou le triple en 1995. »

J'ai eu une longue conversation avec votre jeune correspondant, réduite à cinq lignes, le plus grave est que le contenu ne correspond pas à mes points de vue et aux convictions que j'ai exposées (...) durant l'interview (...):

1. Ma sympathie pour les « rebelles » a commencé il y a dix ans, ce 1^{er} janvier 1994 sur la place centrale de San Cristobal de las Casas.

2. Quant aux effectifs zapatistes, jamais je n'ai dit qu'ils étaient « en baisse ». Au contraire, j'ai la certitude (...) que ces effectifs se sont renouvelés et renforcés: j'estime qu'il y a – au moins – 10 000 insurgés en alerte et des milliers de miliciens en plus dans les bases d'appui.

3. En référence au total des Indiens zapatistes, je faisais le commentaire que mon calcul est qu'un tiers de la population indigène est zapatiste, c'est-à-dire qu'au moins 300 000 Indiens sont zapatistes, quantité qui correspond, effectivement, à 10 % de la population du Chiapas. Sans compter les milliers de zapatistes dans le reste du pays et autant de sympathisants répandus à travers le monde.

4. Le manège auquel se livre *Libération* coïncide avec la velléité broyeuse de quelques médias et journalistes qui, à dix ans du soulèvement, soulignent, par exemple: « 1994-2004 la grande illusion, 1994-2004... la grande frustration » (*Proceso*, édition spéciale n° 13, Mexico); « Les zapatistes s'enlisent au Chiapas » (*El País*, 28 décembre 2003, Espagne); « Une décennie après: les métamorphoses de Marcos » (Bertrand de La Grange, *Milenio* n° 329, Mexico); « Dix ans après, les rangs désertés des zapatistes du Chiapas » (*Libération*, Paris).

C'est tout.

Hiver 2004.

San Cristobal de las Casas, Chiapas, Mexique.

Gaspar Morquecho

« Je suis antiraciste, mais... »

Sylvie Picard



Salah Moussawy, Liberté

« **QUELLE HORREUR**, ces pochtrons qu'on ramasse évanouis dans les caniveaux! » s'écrient en chœur les alcooliques qui ne sont jamais « tombés si bas ». Cette différence spectaculaire leur permet de nier leur propre dépendance, les dégâts tout aussi réels infligés à leur organisme. Même déni chez les racistes « modérés ». Ils ne sont pas comme ces gros boeufs qui n'hésitent pas à claironner: « Si je vote Le Pen, si je vomis nègres et ratons, c'est parce que je suis incapable de tolérer la différence! »

Or, cette variété de racistes est quasiment une vue de l'esprit. La grande majorité préfère avancer des explications: « Je suis raciste parce que... » (objectivement, les immigrés sont inférieurs et dangereux), « Je

ne suis pas raciste, mais... » (objectivement, les immigrés sont inférieurs et dangereux), « Je suis antiraciste, mais... » (les immigrés ne m'y aident pas et je vais vous détailler en quoi objectivement, ils sont inférieurs et dangereux).

Ces derniers temps, les médias font de gros efforts pour fournir de nouvelles justifications. Délinquance, machisme, terrorisme, intégrisme religieux, etc. Faux débats, montés de toutes pièces pour détourner l'attention des méfaits du gouvernement? Évidemment! Sans compter qu'en période de crise, les boucs émissaires sont toujours les bienvenus... Mais quels que soient leurs mobiles, cette peur savamment inoculée ne reste-t-elle pas imprimée dans beaucoup d'esprits?

Sylvie Picard est militante du Groupe libertaire d'Ivry, Fédération anarchiste.

Tendez l'oreille autour de vous, lisez la presse, toutes tendances politiques confondues : malaise garanti. Les pamphlets radicalement antiracistes se réfèrent, les discours xénophobes se généralisent, se banalisent, y compris dans des milieux qu'on aurait pu croire épargnés. Les Arabes y tiennent toujours une place de choix. Voleurs, violeurs, violents, feignants, profiteurs, machos, complotiers, fanatiques... On a toujours raison de vouloir s'en débarrasser : même quand on ne sait pas pourquoi, eux, ils le savent !

Certains journalistes (pas tous, loin de là !) prennent la peine de préciser qu'« il y en a aussi des bien », que la belle société française a peut-être sa part de torts... Mais après ce léger bémol (quelques lignes au plus), suit souvent une ou plusieurs pages qu'on pourrait résumer ainsi : « Arabes = danger ». Danger pour les femmes, la laïcité, la liberté, la sécurité, la culture et les valeurs françaises, la démocratie, etc. Enfoncez-vous ça dans la tête !

Non contents de surinterpréter la situation actuelle, les médias dressent un tableau apocalyptique de ce qui « nous » attend (« Nous », les vrais français) si on « les » laisse faire. En général, on accuse les Blancs d'actes réellement commis ; les autres, de ceux qu'ils « pourraient » faire. Dans leur cas, le doute ne doit jamais profiter à l'accusé. À tares égales, double peine dans tous les domaines ; légal, social, politique et médiatique !

Si on « les » laisse faire, serine la presse, ce sera le début de l'escalade : les banlieues deviendront des zones de non-droit, « ils » nous imposeront leurs lois, à l'école et dans tous les lieux publics, lapideront et exciseront impunément...

En admettant que certains extrémistes aient des velléités dans ce sens, ont-ils le pouvoir de modifier le Code pénal de l'État français ?

Revenons un peu à la réalité des faits : cette future classe dominante, ces barbares au sang impur qui « viennent jusque dans nos bras égorger nos filles et nos compagnes » sont impuissants à empêcher les discriminations au logement et à l'emploi, les contrôles au faciès... et pour beaucoup, tout simplement, à obtenir des papiers ! En France, le taux de chômage est trois fois plus élevé chez les étrangers non européens. 42 % des jeunes de 22 à 29 ans dont les deux parents sont nés en Algérie sont chômeurs (contre 11 % des autres). Les « Français d'origine étrangère »¹ sont carrément sous-représentés dans les médias, en politique, etc. Et, en parlant d'impunité, ont-ils le pouvoir de faire condamner les flics qui commentent des bavures racistes ?

Comme au temps de la guerre en Afghanistan ou au Kosovo, la propagande de cette guerre civile programmée ne recule devant aucun moyen : exagérations, mensonges, amalgames, manipulation des chiffres, chantage à la compassion et à la terreur, grands airs de vertu outragée (nous, les champions de la liberté ; eux, des sauvages arriérés à éduquer de gré ou de force).

Et comme en période de guerre, les réfractaires se font traiter au mieux de naïfs, au pire de collabos ; les conflits sociaux sont

vont rarement dans le sens de trop d'angélisme. Entre « ne jamais attaquer » et « les attaquer de préférence, longuement, sans répit et à l'unisson », ne peut-on trouver de proportion plus équitable ?

Si au moins la résistance antiraciste était à la mesure de ce matraquage ! Hélas, je crois qu'on paye le prix de décennies d'antiracisme cornichon... Pour mériter d'être défendues, les victimes devaient rester irréprochables en dépit des pires injustices. Avant d'exiger qu'admette que certaines étaient infréquentables, les antiracistes « angélistes » se sont trouvés totalement déstabilisés. Avant d'exiger la justice sociale, les opprimés devaient d'abord tous se changer, jusqu'au dernier, en citoyens modèles – à la rigueur, en bandits d'honneur ou en militants éclairés. N'est-ce pas à nous, anarchistes, de continuer à affirmer que là n'est pas la question ? Quoi qu'ils fassent, même gentils et « intégrés », aucun gouvernement ne leur accordera jamais l'égalité économique et sociale ; l'État français ne peut les tolérer que sous forme d'esclaves qui rasent les murs ; aucune loi ne peut guérir les maladies générées par ce système, inégalitaire par nature ; la seule véritable issue, c'est un changement global et radical de société.

OK, me direz-vous, mais que faire en attendant la révolution ? Au moins, tâcher de limiter les dégâts, et ne pas hurler avec les loups.

Car la situation, déjà pas brillante, des « Français d'origine non européenne » pourrait aller en empirant. Multiplication des contrôles et des violences policières, aggravation des discriminations sociales et des sanctions pour les auteurs de « petits délits » (du genre : attroupement dans un hall d'immeuble), expulsions de plus en plus nombreuses et arbitraires, etc. Le terrain aura été bien préparé pour que de telles mesures suscitent un minimum d'indignation ! Indignation déjà très molle, ainsi qu'on a pu le constater à l'époque des lois Sarkozy. La peur de l'Autre est un monstre bien plus facile à réveiller qu'à rendre dormir une fois pour toutes... S.P.

1. Comment les nommer, puisqu'il faut bien indiquer le motif du rejet dont ils sont victimes : immigrés ? étrangers ? Un maximum sont nés en France ! Mais si on se contente de parler « des Français que haïssent les Français », sans préciser, le propos risque de devenir un tantinet nébuleux ! « Français d'origine ceci ou cela » devrait constituer un moindre mal-disant, mais c'est long, lourd et laborieux...



« Enrichissons-nous de nos différences mutuelles »
(P. Valéry), calligraphie de Salah Moussawy

oubliés afin de faire front « tous ensemble », au nom de la « République en danger ».

La nature humaine étant ce qu'elle est, on a toujours de bonnes raisons de haïr n'importe quel peuple : il suffit de trouver le bon éclairage. La situation des femmes est sans doute moins catastrophique en Occident que dans certains pays d'Afrique ou du Moyen-Orient ; mais nos charmantes démocraties sont en train d'écraser, d'asservir et d'exploiter une bonne partie de la planète... Celle-là même qu'on accuse de nous menacer, par le terrorisme ou l'invasion soudaïse !

Par ailleurs, peut-on ignorer que s'en prendre aux dominants n'a pas les mêmes conséquences que d'enfoncer les dominés ? Les Blancs ne risquent ni discrimination, ni sanctions collectives. N'oublions pas que les lois racistes ne font pas le tri entre bons et mauvais « étrangers ».

Objection souvent entendue : doit-on s'abstenir de critiquer Noirs et Arabes, sous prétexte qu'ils sont aussi des victimes de la société ? Non, sans doute. Mais dans leur cas, quoi qu'en prétendent les médias, les excès

Le cas du *Monde*

Miguel Chueca

à

À LA FIN de l'été 2003 paraissait, sous le titre *le Garrot* pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granado¹, la traduction de l'ouvrage que le journaliste espagnol Carlos Fonseca a consacré aux événements qui, quarante ans avant, menèrent deux militants de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires à la mort pour un attentat qu'ils n'avaient pas commis.

Il serait exagéré de dire que le livre a beaucoup intéressé les journalistes qui l'ont reçu ou qui en ont eu connaissance. Mais la vérité est que la presse française ne s'en était guère plus préoccupée à l'époque même des faits. Avant de voir quelle place leur accorda un des plus beaux fleurons de cette presse, le très objectif et très vénérable *Monde*, on nous permettra de rappeler les principaux épisodes de ce que C. Fonseca regarde comme une seconde affaire Sacco-Vanzetti.

Les attentats du 29 juillet 1963

L'affaire commence dans l'Espagne du général Franco, le 29 juillet 1963, par deux attentats à la bombe: le premier a lieu dans l'après-midi, à la section des passeports de la Direction générale de sécurité, où se trouvent les organes de répression du régime, et cause une vingtaine de blessés légers²; le second a pour cible la « Casa Sindical », c'est-à-dire les locaux du Syndicat vertical, la centrale syndicale unique du régime franquiste.

Dès le lendemain, la presse espagnole désigne le « vieil anarchisme » comme responsable des attentats. Le 1^{er} août, elle fait part de l'arrestation des « coupables », les deux libertaires Joaquín Delgado et Francisco Granado. D'après le quotidien ABC, qui rapporte la version de la garde civile, les deux hommes ont été arrêtés par hasard, le 31 juillet, près du Palacio de Oriente, alors

qu'ils importunaient des touristes étrangères. C'est le début d'une affaire que le régime va mener tambour battant jusqu'à sa conclusion, le 17 août à l'aube, quand les deux hommes sont livrés au bourreau.

Procès et exécution

Qu'on en juge. L'instruction de l'affaire, diligentée par le Tribunal militaire spécial des activités extrémistes, commence dès le 3 août. Elle est bouclée à peine une semaine plus tard, le 11 août: le « juge d'instruction », le colonel Eymar, demande la mort pour les deux détenus au conseil de guerre chargé de les juger.

Le même jour, un communiqué signé du Conseil ibérique de libération (un nom sous lequel se cache Defensa Interior, l'organisation dont s'est dotée la CNT pour relancer l'opposition armée libertaire contre le régime) parvient à tous les correspondants étrangers en poste à Madrid, par lequel cette organisation entend faire savoir que les deux hommes détenus « sont absolument étrangers aux faits qui ont eu lieu le 29 juillet à Madrid » et que, en outre, le dépôt d'armes attribué à Granado « n'a pas été utilisé et était intact lors de sa découverte par la police »³. La presse espagnole ignore le document.

Le procès commence le 13 août au matin, et il est terminé le soir du même jour. À l'issue d'un procès dit *sumarísimo*, que le « procureur » conclut par un véritable réquisitoire contre l'anarchisme militant, Delgado et Granado sont condamnés l'un et l'autre à la mort. Le soir même, leur « défenseur »⁴ rédige une demande de grâce à l'adresse du dictateur. Celui-ci, en villégiature à Saint-Sébastien, répond le 16 par la fameuse formule « enterado », qui signifie qu'il a pris

connaissance de la demande, mais qu'il n'en tiendra pas compte. Le lendemain, Delgado et Granado subissent le même sort que le communiste Julián Grimau, dont l'exécution, en avril de la même année, avait ému l'opinion publique internationale. Toutefois, contrairement au militant du PCE, ils ne sont pas jugés dignes de « l'honneur de mourir devant un peloton d'exécution ». Pour des anarchistes, le garrote vil suffira.

Faire les choses à la va-vite, à un moment où une bonne partie de l'opinion publique des pays démocratiques ne s'occupe que de prendre des coups de soleil sur les plages espagnoles, c'était, pour les autorités du pays, l'assurance qu'elles n'auraient pas à s'embarrasser d'une réédition de la campagne contre le procès et l'exécution de Grimau, qui vit Khrouchchev intervenir en personne afin que le vieux dictateur espagnol accorde la vie sauve à l'ex-fonctionnaire du Sim². Le régime joue sur du velours. De surcroît, il va compter sur une presse inerte qui ne songe ni à mener campagne ni même à informer sur le sort de deux simples libertaires accusés d'actes terroristes.

À en juger par les réactions de la presse étrangère, l'opération du régime fut une réussite parfaite, et les deux hommes allèrent à la mort dans l'indifférence la plus totale. La presse des pays dits libres, jugeant sans doute qu'elle en avait fait bien assez avec l'affaire Grimau, préféra porter ailleurs ses regards.

Le Monde ne fit pas exception à la règle, il s'en faut.

Dans son numéro daté du 31 juillet, il annonce que deux charges de plastic ont éclaté à Madrid, et se demande: « Que recherchent les terroristes par un acte criminel dont l'efficacité politique est plus que douteuse? » Rappelant d'autres actes de « terrorisme » récemment perpétrés contre les avions des lignes aériennes espagnoles en vue d'effrayer les touristes, le journaliste note que « ces tentatives ont jusqu'à présent échoué puisque le chiffre des touristes bat cette année en Espagne tous les records ».

Dans un entrefilet paru dans le numéro daté du jeudi 1^{er} août, le correspondant du Monde rapporte que les 22 blessés vont bien, et cite la charge du quotidien ABC contre le « vieil anarchisme » qui sème la mort dans les rangs d'un peuple pacifique.

Le vendredi 2 août, pas une ligne sur l'affaire. Le 3 août, le journal publie une note sur la grève des mineurs des Asturies alors en cours. Dans son numéro des 4 et 5 août, il fait part de la préoccupation manifestée par l'Église à propos de cette grève. Mais toujours rien sur l'arrestation de Delgado et Granado, dont la nouvelle a pourtant paru en Espagne le 1^{er} août. Le mardi 6 août, le correspondant du Monde informe d'une manifestation ouvrière en relation avec le mouvement des mineurs. Le mercredi 7 août, rien sur l'Espagne. Dans son numéro daté du 8 août, soit une semaine après l'annonce de l'arrestation des deux militants de la Fijl, le Monde consacre quelques lignes à

la grève des mineurs, et annonce, à la suite, l'arrestation de neuf communistes à Saragosse. Toujours rien sur Delgado et Granado.

Il faut attendre le vendredi 9 août pour que le très digne successeur du Temps, en page 3, porte enfin à la connaissance de ses lecteurs, à côté de la mort de l'anarchiste catalan Ramón Vila (dit « Caraquemada »), l'arrestation de huit personnes accusées d'avoir participé aux faits du 29 juillet. Le quotidien rapporte que « ces arrestations portent à 13 le chiffre des jeunes libertaires actuellement en prison », dont « les jeunes Pecuria (sic), Ferry et Bateux

de Delgado et Granado, que son intérêt pour cette affaire retombe aussitôt. Les jours suivants, les lecteurs ne sauront plus rien de la suite des événements, et rien non plus du déroulement de l'instruction. En revanche, ils peuvent lire, le 10 août, quelques lignes sur les mineurs en grève. Puis, dans le numéro des 11 et 12 août, on les informe, en première page, des « deux importantes décisions » suivantes: l'adhésion de l'Espagne au traité nucléaire de Moscou et l'autonomie que le régime va accorder à ses « provinces » africaines. En page 3, on évoque à nouveau le mouvement des mineurs asturiens. Le 13 août, rien. Le 14 août, le journal consacre quelques lignes à « la dégradation de la balance des paiements » en Espagne, et au souci qu'en a le ministre Alberto Ullastres.

Le lendemain, en page 3, le Monde revient sur l'affaire Delgado-Granado, et c'est pour annoncer que les « deux anarchistes ont été condamnés à mort ». Cette fois-ci, le correspondant du quotidien est plus respectueux du nom des deux hommes, mais pas plus du déroulement des faits, puisqu'il situe leur arrestation le jour du 2 août. En conclusion, il s'étonne, ou feint de s'étonner, de la « rapidité et de la discrétion avec lesquelles s'est ouvert et déroulé le procès ».

Les 16 et 17 août, il n'y a rien sur l'affaire. Puis, dans son numéro daté des 18 et 19 août, le Monde lui consacre enfin un titre de première page, mais sans en faire sa « une », et, reprenant une dépêche de l'agence Reuters, annonce l'exécution des « deux anarchistes espagnols ». Pour la première fois, il rapporte que, s'ils avaient reconnu avoir apporté des charges de plastic, les deux hommes n'en avaient pas moins nié les faits qu'on leur reprochait.

Dans son numéro du lendemain, le quotidien, peut-être conscient de ne pas avoir été exactement à la hauteur des jours précédents, reprend une note attribuée à « l'organisme des fédérations anarchistes ibériques » (sic), désigné plus loin sous le nom (correct, cette fois-ci) de Conseil ibérique de libération, qui affirme que « les deux Espagnols exécutés samedi étaient innocents ». Le journaliste se garde bien de préciser qu'il s'agit ni plus ni moins que du message communiqué au nom du Cil aux correspondants de la presse étrangère en Espagne le 11 août, soit plus d'une semaine avant.

En résumé: pendant les deux semaines qu'a duré ce que nous appelons l'affaire Delgado-Granado, le Monde lui aura donc consacré quatre notes, en tout et pour tout. Une pour annoncer les attentats du 29 juillet; une autre pour informer, avec une semaine de retard, de l'arrestation des deux présumés coupables, en se trompant du reste sur le prénom de l'un des deux et sur le lieu de l'un des attentats; une note pour faire connaître l'issue d'une instruction et d'un procès dont il n'a pas dit un mot à ses lecteurs; une dernière, enfin, pour informer de l'exécution des deux



(sic) ». S'il ne respecte guère l'orthographe des Français Pecunia, Ferry et Batoux, il ne fait pas grand cas non plus de l'identité exacte des deux militants de la Fijl accusés d'être les auteurs des attentats, puisque l'un des deux, Francisco Granado, devient, sous la plume de son correspondant, Jacinto Granados. Mais le journaliste du Monde ne s'en tient pas là et désigne ce dernier pour « auteur de l'attentat qui fit à la direction de la Santé, il y a 15 jours, vingt-sept blessés ». Autant de mots, autant d'erreurs: l'attentat, je le rappelle, a eu lieu à la Direction générale de la sécurité, et il a eu lieu moins de 15 jours auparavant.

Mais, à peine le correspondant du Monde a-t-il informé, avec plus d'une semaine de retard – et de quelle façon! –, de l'arrestation

Espagnols, qui contient une erreur de plus, cette fois sur la date de leur arrestation. Soit guère plus que les quelques communiqués donnés à la presse par le régime lui-même.

Autrement dit, le fleuron de la presse française a fait ce qui était en son pouvoir pour que, selon le désir du régime, il n'y ait pas une seconde affaire Grimau. Pour sa défense, on peut exciper d'une circonstance atténuante – il n'y en a pas d'autre – puisque la presse ne fut pas conviée au procès. Mais si elle atténue, jusqu'à un certain point, la responsabilité du Monde, elle n'excuse rien: il y a toujours moyen, pour un journaliste, de ne pas se contenter des communiqués officiels diffusés par un régime dictatorial.

C'est même là une des premières obligations auxquelles il est tenu, si on en croit l'enseignement dispensé dans les écoles de journalisme. Rien n'empêchait José Antonio Novais, le correspondant du Monde, de faire ici ce qu'il faisait, au même moment, pour informer du mouvement des Asturies: on peut supposer que, s'agissant des mineurs en grève, le régime ne lui apportait pas non plus les nouvelles sur un plateau. S'il n'en a pas fait plus pour Delgado et Granado, c'est qu'il ne souhaitait pas faire plus.

En vérité, le traitement de cette affaire est accablant pour ce journaliste, dont la sympathie affichée pour les communistes n'était un secret pour personne, pas plus que celle dont ferait montre son successeur, Marcel Niedergang. Il est accablant par la parcimonie, le manque de sérieux, l'incroyable désinvolture avec laquelle il rapporte les épisodes d'une affaire dont, au bout du compte, les lecteurs du Monde n'ont pratiquement rien su.

Et il est accablant pour le quotidien lui-même.

M. C.

1. Carlos Fonseca, le Garrot pour deux innocents, l'affaire Delgado-Granado, Éditions CNT-RR, 2003, 226 pages, 15 euros. Traduction d'Alain Pecunia.

2. On saura par la suite que la bombe, de faible puissance, devait sauter après la fermeture des locaux au public.

3. Cf. Fonseca, p. 136.

4. « Juge d'instruction », « procureur », « avocat » de la défense: il va sans dire que, dans cette parodie de procès, tous ces rôles sont tenus par des militaires.

5. Julián Grimau fut exécuté pour des faits qui remontaient aux années de la guerre civile, très précisément pour avoir été responsable, pour le compte du Sim (Service de renseignements militaires), de la « tchéka » barcelonaise de la rue Baranguer. J'ai rappelé, dans la préface au livre de Fonseca, que, d'après Victor Alba, un militant connu du POUJ, cette « tchéka » servit surtout à la répression stalinienne contre les poumistes, les socialistes de gauche et les anarchosindicalistes.

Ernestine écrit partout

ERNESTINE TROISPOUX est née en 1910 à Botzen-Mauges. En 1928, elle épouse Edmond Chassebœuf dont l'un des ancêtres, Joseph-Marie, est mort assassiné par les royalistes au combat du Pont-Barré en 1793. En 1937, elle ouvre un CCP pour acheter la Citroën et va à Paris pour l'exposition universelle. En 1970, Edmond meurt. En 1999, elle rend son téléphone et se met à écrire.

Un peu à tout le monde.

À M. le Directeur des chèques postaux. À M. Scipion, des mots croisés, du Canard enchaîné. À M. le Responsable de la réclame de France Inter. À M. le Directeur du magasin Carrefour je positive. À M. le Poète Jules Mougin (facteur à la retraite, pacifiste notoire, qui avait pris la plume pour écrire à un colonel bien connu en ces termes: « M. Bigeard, je voudrais vous dire que je ne vous aime pas »). À M. le Maire de Beaulieu-sur-Layon. À M. Alain Raymond, programmeur à Télérama. À Michel Grégoire, directeur de l'après-midi à France Inter. À M. le Directeur des oiseaux, LPO, etc. À M. le général Eblé, directeur de la caserne porte ouvertes. À M. le Directeur des chemins de fer. À M. le Directeur de Coca-Cola France, etc.

À ce dernier, elle écrit: « C'est un peu inquiète que je vous écris à propos de ce que j'ai entendu dans le poste... Votre boisson, c'est pas pour moi, vu mon âge, mais j'en achète quand même un ou deux litres par an pour faire tremper les vieilles pointes que je trouve, ça enlève bien la rouille et après il y a plus qu'à les détordre, elles sont comme neuves. Je voudrais bien savoir quand même s'il faut que je mette des gants avec votre nouveau Coca transgénique pour tripoter mes

pointes, des fois on peut attraper des boutons ou des allergies et pour des vieilles personnes il y a du danger. Mais, rassurez vous, j'en ai jamais bu... »

On l'aura compris, Ernestine, qui habite quelque part entre Angers et Saumur, et qui a eut son certificat d'études en 1923, n'hésite pas à écrire ce qu'elle a sur le cœur aux maîtres du monde comme aux puissants de la France, des chemins de fer, ou de sa commune. Et ses lettres sont absolument délicieuses. De pertinence. D'audace. De bon sens. De cris du cœur.

À les lire, on se pisse littéralement dans les culottes.

Et je vous cause pas des réponses que ces guignols lui ont fait. C'est encore plus hilarant de platitude, de crétiènerie, de veulerie et de médiocrité.

Un grand merci à toi, Ernestine, pour ces évidences causées « peuple » et énoncées en une langue somptueuse de malices à l'encontre d'un système social et sociétaire qui nous prend tellement pour des cons qu'il s' imagine que tu et que nous puissions être!

Le « grand » Lénine disait: « Nous prendrons les capitalistes avec la corde que nous leur aurons achetée... à crédit. »

Merci à toi de nous démontrer qu'il est des pendaisons...

Jean-Marc Raynaud

En vente à la librairie Publico ou chez l'éditeur qui n'a même pas cru bon de mettre son adresse sur ce livre phénoménal mais dont on doit pouvoir retrouver les coordonnées sur Électre. Ernestine Chassebœuf, Ginkgo éditeur, 160 pages, 9 euros.

Samedi 28 février

Clapiers (Hérault)

Spectacle de soutien au Centre Ascaso-Durruti à la MJC Salle Georges-Dezeuze à 21 heures: Elles en mots, avec Elody Margot au chant et Babu à la guitare; puis Max Boyer chante Léo Ferré. Exposition de peintures, dessins et gravures de Michel Puech.

Paris 11^e

Débat avec Marie-France Bied-Charreton pour son livre *Usine de femmes* aux éditions L'Harmattan, à la librairie du Monde libertaire à partir de 16h30, 145, rue Amelot.

Saint-Brieuc

Le groupe Jes Futuro de la Fédération anarchiste appelle à venir manifester contre les projets d'incinérateurs de déchets ménagers, agro-industriels et industriels à 15 heures place de Robien.

La Rochelle

A l'appel du collectif la Tambouille, pour les transports gratuits, contre le tout bagnole, Vélolution! à 14 heures, place de Verdun.

Dimanche 29 février

Paris 11^e

Soirée de solidarité avec la coordination des intermittents et précaires du spectacle, avec La Compagnie Jolie Môme et Les Fils de Teupuh. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. 5 euros.

Lundi 1^{er} mars

Paris

Manifestation pour protester contre les politiques de plus en plus répressives du gouvernement. Rendez-vous à 16h30 à République en direction du Zénith de Paris à 19 heures pour un concert avec les Têtes raides, Bénabar, en soutien avec le collectif des 62, le Gisti, etc.

Ivry

Concert de Serge Utgé-Royo à 20h30 au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, M^oPorte-d'Ivry. Réservations au 01 46 72 64 68.

Mercredi 3 mars

Paris 1^{er}

Soutenons la demande de mise en liberté de Cesare Battisti à 14 heures à l'audience de la 1^{re} chambre d'Instruction du Palais de Justice de Paris, M^oCité.

Vendredi 5 mars

Paris 20^e

Thierry Maricourt viendra faire une conférence sur le thème: « Littérature et travail » à 19h30 à l'Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Samedi 6 mars

Paris 18^e

Thierry Discepolo viendra à la bibliothèque La Rue parler des éditions Agone et du livre de Michael Albert *Après le Capitalisme*, à 15h30, 10, rue Planquette.

Marseille

« En Palestine, quels enjeux? » est le titre d'une causerie-débat avec Michel Bracco au CIRA à 15 heures au 3, rue St-Dominique.

Dimanche 7 mars

Paris 11^e

Soirée de soutien « un bus pour Yanoun », avec les Homeboys, Spermicide et Brigada Flores Magon. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. 5 euros.

Lundi 8 mars

Lyon

Représentation de la pièce *Les monologues du vagin* par la compagnie Bath'Art, d'après le recueil d'Eve Ensler, à la Plume Noire à 21 heures au 19, rue Pierre-Blanc. Prix libre.

Radio libertaire

Jeudi 26 février

Chronique Hebdo: de 10h30 à 12 heures, « les médias, quelle critique? », « Comment informer sur l'information? », entretien avec Pierre Rimbart (PLPL) et Serge Halimi.

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, explosions à Paris de la Bourse, 1938-1945. Invité: Francis Ronsin, auteur de *La guerre et l'oseille*.

Entre chiens et loups: de 20h30 à 22 heures, Marie-Florence Ehret, pour son livre *Rapt* à Bamako.

Vendredi 27 février

Enjoy Polar: 12 heures à 13 heures, interview de Thierry Crifo pour *J'aime pas les types qui couchent avec maman* aux éditions du Masque.

Jazz en liberté: à 22h30, David Murray quartet en public (1977), Gato Barbieri trio (1967), Abdelhai Bennani trio en public (1999), Albert Ayler quartet (1968), Frank Lowe quartet en public (1976), Larry Ochs trio (2000).

Samedi 28 février

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, « Travail et Immigration » selon le rapport *Les nouveaux défis de l'immigration* du Comité économique et social.

Lundi 1^{er} mars

Les mangeux d'erre: de 9h30 à 11 heures, nouvelle émission écolo-libertaire. S'informer et agir contre les OGM.

Ondes de choc: de 15 heures à 18 heures, Alain Demouzon pour *Leçons de ténèbres* et autres essais sur la littérature policière aux Belles Lettres, puis Martine Lusardy (directrice de la Halle Saint-Pierre), Francis Marshall et Caroline Oury pour parler de l'exposition *Poupées* à la Halle Saint-Pierre.

Le monde merveilleux du travail: de 20 heures à 21 heures, la revue de presse bourgeoise de M. X. Rubrique: les mémoires d'un Anar ou... le port de l'uniforme la jeunesse (Bristo).

Mardi 2 mars

Pas de Quartier: de 18 heures à 19h30, travail de réduction de risques et de santé publique auprès des squats de Seine-St-Denis, avec la participation en direct de l'équipe de terrain *Proses de Bagnolet*.

89,4 MHz
en région parisienne

Exigeons la libération de Cesare Battisti !

C'est le 3 mars prochain que sera examinée la demande de mise en liberté provisoire de Cesare Battisti, dont le gouvernement italien réclame l'extradition. Le tribunal siège en public et c'est donc l'occasion de venir exprimer notre indignation contre cette arrestation, qui constitue un véritable reniement des promesses faites par l'État aux réfugiés politiques italiens. Pour justifier cette arrestation, Perben a osé déclarer que Cesare avait menacé de mort ses voisins ! Comme si une vingtaine d'hommes de la DNAT (Division nationale anti-terroriste) se déplaçaient pour une querelle de voisinage ! Les avocats de Cesare ont fait justice de ces accusations grotesques au cours d'une conférence de presse. L'émotion suscitée par cette arrestation et la menace d'extradition est immense, non seulement parmi les écrivains, éditeurs, bibliothécaires qui connaissent bien Cesare, mais dans des milieux beaucoup plus larges. Les protestations et actions se multiplient dans toute la France : signatures dans les librairies, motions, rassemblements, etc. Près de 500 personnes ont manifesté devant la santé le 16 février et plus de 11 000 personnes ont déjà signé la pétition de soutien. N'oublions pas non plus que plusieurs dizaines d'autres réfugiés sont eux aussi menacés. Soyons nombreux au Palais de Justice de Paris à 14 heures à l'audience de la 1^{re} chambre d'Instruction le 3 mars !

Gérard Delteil

Les dernières infos sur Cesare : www.vialibre5.com
Pour signer la pétition : www.mauvaisgenres.com

Mut Vitz

un café rebelle et zapatiste

AU CHIAPAS, la lutte s'organise aussi autour du café. Décidés à construire leur autonomie sans chercher à prendre le pouvoir et sur la base d'assemblées communautaires, les zapatistes s'organisent en municipalités autonomes pour rendre effectif le « tout pour tous, rien pour nous ». De nombreuses réalisations pour la mise en place d'une autonomie forte et solide voient dès lors le jour : écoles, cliniques, coopératives, transports, agriculture, artisanat.

Mut Vitz est un café rebelle « café du Chiapas cultivé de façon biologique et cueilli avec dignité ». Mut Vitz, la « montagne aux oiseaux » en langue tzotzil, est une coopérative zapatiste qui regroupe actuellement 561 cultivateurs de café, répartis dans 26 communautés de la région des Altos au Chiapas. C'est une « association de solidarité sociale » autogérée qui cultive le café selon des méthodes biologiques respectueuses de l'environnement. La coopérative produit aussi du miel et travaille conjointement avec une coopérative d'artisanat créée par les femmes de ces communautés.

Tous les membres de la coopérative appartiennent à des communautés zapatistes en résistance. Ils sont victimes d'agressions régulières de la part des paramilitaires et continuellement menacés par un gouvernement décidé à éradiquer toute forme de lutte et d'organisation alternative.

Depuis trente ans, le cours du café, deuxième produit d'exportation mondiale derrière le pétrole, n'a jamais été aussi bas. La

mondialisation néolibérale, dont le but est d'augmenter les profits des entreprises, exploite le travail bon marché pour garantir des prix bas aux consommateurs, maintenant les producteurs de café dans un cycle de pauvreté et d'endettement. Le prix actuel n'assure même pas au producteur la couverture des frais de production.

L'année, dernière, au Chiapas, les « coyotes » – les intermédiaires – ont payé 5 pesos le kilo (environ 0,50 euro), un prix très inférieur aux coûts moyens de production. L'achat de ce café par des groupes de solidarité en Europe et en Amérique du Nord permet à la coopérative Mut Vitz de payer à chacun de ses membres trois fois et demi le prix payé par les « coyotes » : 17 pesos le kilo de café. Cet écart de prix permettra à l'avenir de fortifier l'autonomie de ces communautés. Elles pourront notamment, grâce à cet argent supplémentaire, se permettre de cultiver de moins grandes surfaces de café pour les remplacer par des cultures de subsistance (haricot, maïs, banane). Elles seront ainsi moins dépendantes à la fois de la fluctuation des cours du café et du prix des matières de première nécessité.

Bon de souscription pour achats anticipés à renvoyer avant fin mars au CSPCL, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Paquets de 250 g de café, 3 euros l'unité. Paiement par chèque bancaire à l'ordre de Échanges solidaires. Courriel : cafesolidaire@club-internet.fr

N'autre école

LA FÉDÉRATION des travailleurs de l'éducation CNT vient de sortir le n° 5 de sa revue N'autre école.

Ce numéro, intitulé : « La grève : une école de lutte », propose un retour sur le mouvement du printemps 2003.

Loin des habituels et indigestes bilans après-mouvement, sans manier le ton « donneur de leçon », ces 36 pages proposent plus modestement de croiser les regards sur cette lutte qui a marqué l'histoire de notre secteur.

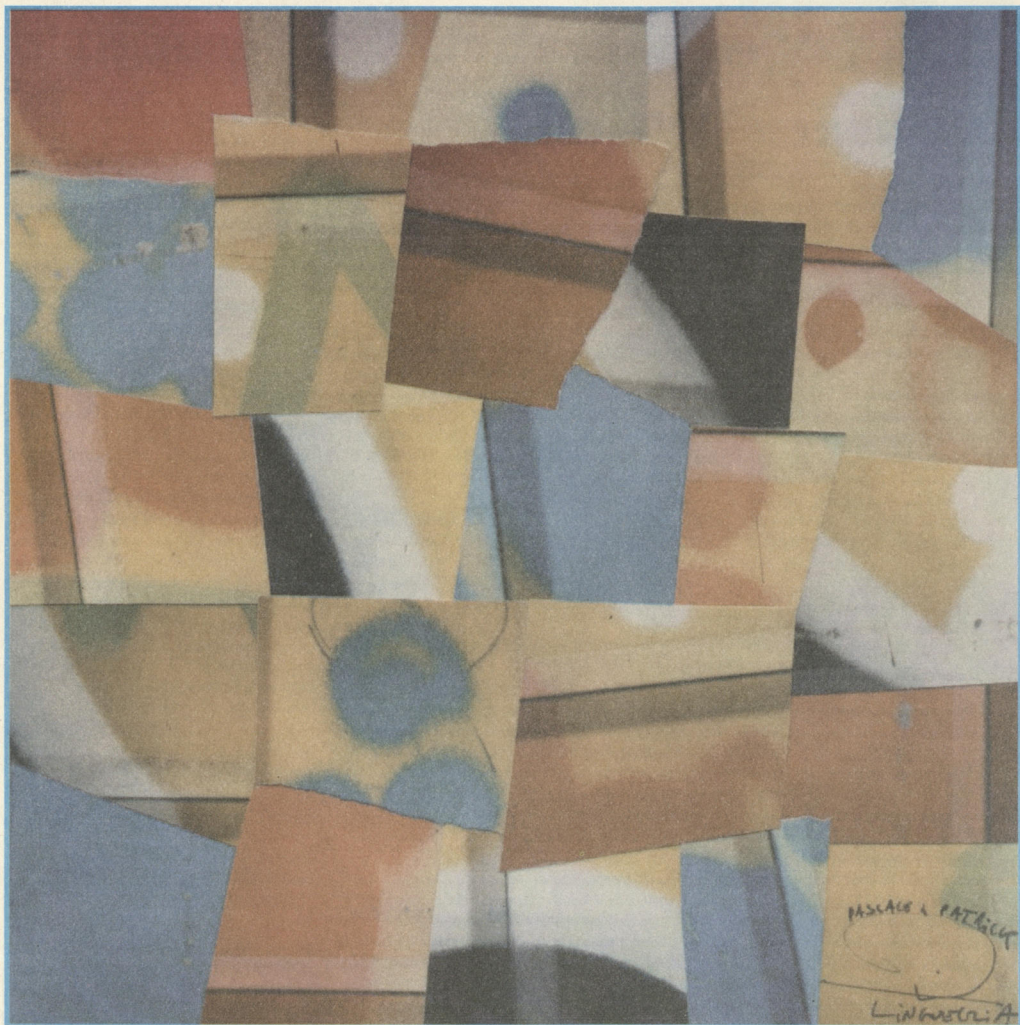
Pour présenter tout ça, il a fallu ajouter huit pages supplémentaires !

Au sommaire, des rencontres avec des militants et militantes de la grève, connus ou anonymes, un gros plan sur la « Commune marseillaise » de ce printemps 2003, une analyse du rôle et du fonctionnement des médias face aux mouvements sociaux, une histoire de l'interpro, une interview de Serge, animateur du site et de la liste Réseau des bahuts, la question du paiement des journées de grève, la démocratie directe dans le mouvement, la lutte des parents aux côtés des personnels de l'Éducation nationale et des notes de lecture.

Disponible à Publico
et auprès des militants CNT-FTE
ou par abonnement :
15 euros pour six numéros.

33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
nautre-ecole@cnt-f.org





Pascale et Patrick Lingueglia

**La violette rose
Passe sur le pont
De sucre et de bravos
Elle jongle
Avec des noisettes
Et prend bien garde
De ne pas tomber
À l'eau**

Jehan Mayoux, *Fatrasie*